



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 12 novembre 2019

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	45

OBJET : 2019 – 180 RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE - DEBAT

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 4 novembre 2019, s'est réuni le mardi 12 novembre 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 18 juin 2019, s'est réuni le mardi 25 juin 2019 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjointes :

Patricia ROBIN, Catherine BUTTY, Christophe MOREL, Valérie COPIN, Gilles RONDONI, Dominique BOURRET, Cyril DAUPHOUD, Valérie DAVID, Nicole NUTINI, Anne-Marie DUVAL, Pascal PELLEGRINO, Ali AMRANE, Jean-Marc GARNIER, Philippe BONELLI, Muriel CHABERT, Claude MASCARELLI, Aline BOURDAIRE, Mélanie ZARRILLO, Annie OGGERO-MAIRE, Jean-François LAPORTE, Jocelyne BUSTAMENTE, Franck BARBEY, Stéphanie MANDREA, Imen CHERIF, Charles FERRERO, Paul EUZIERE, Mekia Noura ADDAD, Ludovic BROSSY, Frédérique CATTART, Damien VOARINO, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Myriam LAZREUG, Stéphane CASSARINI, Jean-Marc DEGIOANNI, Mireille BANCEL, Jean-Paul CAMERANO, Brigitte VIDAL.

PART EN COURS DE SEANCE :

- Madame Jocelyne BUSTAMENTE
(Prend part à la délibération N°179)
- Madame Myriam LAZREUG
(Prend part aux délibérations N°179 à N°184)

ABSENTS EXCUSES :

- Monsieur Philippe WESTRELIN
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE
- Monsieur Serge PERCHERON
- Monsieur Mahamadou SIRIBIE
- Monsieur Guillaume MELOT
- Madame Magali CONESA
- Madame Corinne SANJUAN

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES ARRIVANT EN COURS DE SEANCE :

/

PROCURATION :

- Monsieur Philippe WESTRELIN à Madame Valérie COPIN
- Monsieur Jean-Marie BELVEDERE à Monsieur Philippe BONELLI
- Monsieur Serge PERCHERON à Madame Mélanie ZARRILLO
- Madame Jocelyne BUSTAMENTE à Madame Claude MASCARELLI
- Monsieur Mahamadou SIRIBIE à Monsieur Jean-François LAPORTE
- Monsieur Guillaume MELOT à Monsieur Gilles RONDONI
- Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
- Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI
- Madame Corinne SANJUAN à Monsieur Jean-Marc DEGIOANNI

Madame Mélanie ZARRILLO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 24 septembre 2019,

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération N° 2014-49 du 24 avril 2014 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

/

Questions diverses :

/

DU 12 NOVEMBRE 2019

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE – DEBAT

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport d'orientation budgétaire pour l'année 2020 a pour objet de présenter les éléments nécessaires au Débat d'Orientation Budgétaire.

Monsieur le Maire expose :

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3 500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3 500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues ;
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses ;
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice.

Il fournit les éléments en vue du Débat d'Orientation Budgétaire :

- qui permet à l'Assemblée délibérante et à travers elle aux administrés, d'être informés sur l'évolution de la situation financière de la Collectivité ;
- qui permet de débattre des orientations budgétaires qui préfigurent les priorités qui seront retenues dans le cadre du Budget Primitif ;
- qui offre enfin la possibilité à l'ensemble des élus de s'exprimer sur la stratégie financière de la Collectivité et éventuellement d'émettre des propositions en vue du prochain budget.

INTRODUCTION

CONTEXTE ECONOMIQUE 2019 ET PERSPECTIVES

L'horizon ne se dégage pas vraiment pour l'économie française, les dernières projections établies par la Banque de France table sur un croissance qui stagnerait sur 2019 et 2020 à 1,3% du PIB avant de légèrement progresser sur 2021. L'organisation bancaire a donc dégradé ses perspectives de croissance sur 2020 de 0,1 point.

Le gouvernement a de son côté également révisé à la baisse ses prévisions de croissance à 1,3% rendant l'équation budgétaire encore plus complexe pour l'exécutif qui a prévu de baisser les impôts.

Sans surprise la demande intérieure reste le principal moteur de l'activité en 2019, et le pouvoir d'achat par habitant devrait accélérer fortement avec une progression de 2,3% sur 2019, ce qui représente la plus forte hausse depuis 2007 et un rythme bien supérieur à l'activité.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette dynamique et notamment la baisse du prix du pétrole depuis la fin du premier semestre. Attention néanmoins aux conséquences des attaques sur les infrastructures saoudiennes qui pour le moment n'ont pas donné leurs

pleines mesures.

Pour 2020, cette progression de la demande intérieure devrait néanmoins marquer le pas à 1,4% selon les estimations.

Au final, les économistes anticipent une inflation plutôt faible en 2019 équivalente à 1,3% à comparer aux 2,1% de 2018.

Par ailleurs les différentes mesures socio-fiscales décidées par le gouvernement pour calmer la colère des « gilets jaunes » ont gonflé le porte-monnaie des Français.

La diminution des cotisations des salariés et de la taxe d'habitation, la hausse de la prime d'activité et la défiscalisation des heures supplémentaires ont favorisé le pouvoir d'achat.

Les scénarios de la Banque de France se dégradent, alors que la baisse de l'impôt sur le revenu et les réductions de la taxe d'habitation sont prises en compte.

Même son de cloche pour beaucoup d'économistes qui s'interrogent sur les répercussions de ces gains de pouvoir d'achat sur la consommation des ménages.

Pour ce qui concerne les perspectives de l'économie mondiale, elles ne sont guère réjouissantes.

Plombées par le coup de frein de l'Allemagne et l'atonie de l'économie italienne, elles pourraient avoir des conséquences négatives sur l'activité française.

Enfin, de l'autre côté de la Manche, l'économie britannique reste déprimée par la perspective d'un Brexit même si un accord est trouvé.

Globalement, le bilan de santé n'est pas très encourageant pour l'économie mondiale, les mauvaises nouvelles qui s'accumulent dégradant les anticipations dans un futur proche.

PROJET LOI DE FINANCES 2020 – LES MESURES PRINCIPALES IMPACTANT LES COLLECTIVITES LOCALES

Le PLF 2020 a été présenté en Conseil des Ministres le 27 septembre 2019 et doit être examiné.

D'importants enjeux avec de grosses incertitudes préoccupent aujourd'hui les collectivités territoriales, nous en relevons les points essentiels.

La taxe d'habitation

Le point 1.6 de l'article 5 du PLF 2020 prévoit que les communes et EPCI perdent leur pouvoir de taux sur la taxe d'habitation, les taux de TH 2020 sont figés à leur niveau de 2019.

Par ailleurs l'application du coefficient de revalorisation des bases à 2,2 % ayant été remise en cause pour la TH en 2020, la commission des finances de l'Assemblée Nationale a réintroduit par amendement un coefficient de 0,9% .

Même si ces éléments sont encore susceptibles de varier pendant les discussions parlementaires, cette hypothèse est retenue pour notre prospective.

Une perte de produit fiscal en cas de hausse de taux de TH entre 2017 et 2019

Le point 6.1 de l'article 5 du PLF 2020 prévoit l'institution d'un prélèvement sur les douzièmes de fiscalité du supplément de produit de taxe d'habitation, correspondant à la hausse de taux depuis 2017 pour la part correspondant aux contribuables dégrevés (Réforme Macron). **A bases fiscales équivalentes, le produit de fiscalité sera donc minoré en 2020 pour les communes et EPCI ayant augmenté leur taux de TH entre 2017 et 2019.**

Transfert de la part départementale de taxe sur le foncier bâti aux communes à compter de 2021

C'est la mesure phare.

Afin de compenser la suppression de la taxe d'habitation, le PLF prévoit le transfert de la part départementale de taxe sur le foncier bâti (TFB) aux communes à compter de 2021.

Ainsi, le taux de TFB 2021 de chaque commune sera égal à la somme du taux départemental de foncier bâti 2019 et du taux communal de foncier bâti 2019.

Un coefficient correcteur sera également mis en place afin de neutraliser les écarts de compensation. L'année de référence pour les taux et abattements de TH des communes pris en compte sera 2017.

Afin de conserver une lisibilité dans notre prospective, le produit fiscal est donc basé sur une hypothèse de neutralisation des écarts de compensation qui s'inscrit dans le cadre du PLF.

Maintien d'une imposition sur les résidences secondaires et les locaux vacants

Dans le cadre de la réforme de la Taxe d'Habitation, celle concernant les résidences secondaires est conservée sous la forme d'une « Taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale (THRS) ».

Transfert d'une fraction de TVA pour les EPCI et les départements

A compter de 2021, les EPCI percevront une fraction de TVA en compensation de leur part de taxe d'habitation, de même que les départements en compensation du transfert de leur taxe foncière aux communes.

Pour chaque EPCI, cette fraction de TVA sera calculée par le rapport entre son produit de taxe d'habitation 2020 (sur la base des taux 2017) majoré de la moyenne 2018-2020 des rôles supplémentaires de TH, ainsi que des compensations fiscales TH 2020 et le produit national de la TVA. Ce ratio s'appliquera chaque année sur le produit national de TVA de l'année précédente.

La dotation forfaitaire des communes

Le PLF 2020 n'introduit pas de modification dans le calcul de la dotation forfaitaire, qui continuera d'évoluer en fonction de l'évolution de la population DGF et de l'écrêtement, si le potentiel fiscal de la commune est supérieur à 75 % du potentiel fiscal moyen.

Au vu des abondements inscrits dans le PLF, l'écrêtement devrait être similaire à celui de 2019.

Les dotations de péréquation verticales (DSR, DSU et DNP)

Le PLF 2020 prévoit les mêmes abondements qu'en 2019, à savoir + 90 M€ sur la Dotation de Solidarité Urbaine, + 90 M€ sur la Dotation de Solidarité Rurale et stabilité de la Dotation Nationale de Péréquation.

Le FPIC

Le PLF 2020 maintient les enveloppes de Fonds de Péréquation des Ressources Communales et Intercommunales à leur niveau de 2019.

Ecrêtement des variables d'ajustement

Les variables d'ajustement sont écrêtées chaque année afin de compenser les augmentations internes de l'enveloppe normée. Celles-ci sont composées de :

- La DTCE des départements et région
- La DC RTP du bloc communal, départements et régions
- Les FDPTP des départements

Pour 2020, les variables d'ajustement sont écrêtées à hauteur de 75 M€ :

- Dotation carré département : - 10 M€, soit - 2,4 %
- Dotation carré région : - 20 M€, soit - 25,4 %
- La Dotation de Compensation de Réforme Taxe Professionnelle du bloc communal : - 10 M€ soit - 0,9 %
- La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle des régions : - 35 M€ soit - 6,4 %

L'article 52 du PLF 2020 prévoit également un calendrier de mise en œuvre de la révision des valeurs locatives :

Premier semestre 2023 : les propriétaires bailleurs de locaux d'habitation déclareront à l'administration les loyers pratiqués.

Avant le 1er septembre 2024 : présentation par le gouvernement d'un rapport qui exposera les impacts de cette révision pour les contribuables, les collectivités territoriales et l'État. Ce rapport précisera également les modalités de prise en compte du marché locatif social.

2025 : les commissions locales se réuniront pour arrêter les nouveaux secteurs et tarifs qui serviront de base aux nouvelles valeurs locatives.

1^{er} janvier 2026 : application des nouvelles valeurs locatives.

SOMMAIRE :

• A - Bilan 2014-2018.....	p. 6
➤ Les produits de fonctionnement.....	p. 6
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 9
➤ L'épargne brute.....	p. 12
➤ La dette - les charges financières.....	p. 13
➤ Les ratios de gestion.....	p. 14
➤ L'investissement.....	p. 15
• B - Compte Administratif prévisionnel 2019.....	p. 17
➤ Les produits de fonctionnement.....	p. 17
➤ Les dépenses de fonctionnement.....	p. 20
➤ Les ratios de gestion.....	p. 22
➤ L'investissement.....	p. 23
• C – Structure et gestion de la dette.....	p. 25
➤ Situation de la dette financière au 31 décembre 2019.....	p. 25
➤ Structure de la dette au 31 décembre 2019.....	p. 27
➤ Dette « hors charte » et à « taux complexes » au 31 décembre 2019.....	p. 31
• D – Cadre pluriannuel de fonctionnement 2020-2024.....	p. 36
➤ Les hypothèses retenues en recettes de fonctionnement.....	p. 36
➤ Les hypothèses retenues en dépenses de fonctionnement.....	p. 41
• E - Evolution prévisionnelle et exécution des dépenses de personnel.....	p. 46
• F - Cadre pluriannuel d'investissement 2020-2024.....	p. 50
➤ Plan pluriannuel d'investissement 2020-2024.....	p. 51
➤ Détail du financement de l'investissement.....	p. 53
• G - Actions et projets menés dans le cadre de nos orientations budgétaires.....	p. 55
• H - Budgets annexes.....	p. 64
➤ Budget eau potable	p. 64
➤ Budget assainissement collectif	p. 66
➤ Budget assainissement non collectif	p. 68
➤ Budget service extérieur des pompes funèbres.....	p. 69
➤ Budget régie d'exploitation du cinéma.....	p. 70

A) BILAN 2014-2018

Les produits de fonctionnement :

			Ecart	
	2014	2018	Montants	%
Principales recettes...				
Produits contributions directes	29 545	31 972	2 427	8.21%
Attribution de compensation	15 639	15 172	- 467	- 2.99%
Droits de mutation	2 113	3 151	1 038	49.12%
Taxe sur l'électricité	1 224	1 244	20	1.63%
Total impôts et taxes	49 566	52 314	2 748	5.54%
Principales recettes...				
Dotation forfaitaire	8 409	4 630	-3 779	-44.94%
Dotation Nationale de Péréquation	685	719	+34	4.96%
Participations de fonctionnement	2 467	1 573	- 894	-36.24%
Compensations fiscales	1 270	1 595	325	25.59%
Total Dotations	14 022	9 393	- 4 629	-33.01%
Produits des loyers et redevances	846	1 024	178	21.04%
Remboursements sur charges de personnel	477	236	-241	-50.52%
Produits des services	1 776	2 577	801	45.10%
Produits financiers	156	744	588	376.92%
Produits exceptionnels*	188	501	313	166.49%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	67 031	66 789	-242	-0.36%

* Produits exceptionnels : les cessions foncières sont retraitées en investissement.

Le tableau fait apparaître de grandes disparités d'évolution entre les ressources dites « flexibles » et celles « rigides ».

Il convient avant tout de les différencier pour véritablement mesurer l'impact des mesures gouvernementales sur la dynamique de nos ressources communales.

Pour les ressources flexibles, dont plus de 90 % sont liés à la fiscalité, nous nous sommes inscrits depuis 2014 dans une politique de fiabilisation de nos bases, afin de rétablir une équité des contribuables devant l'impôt et de ne pas augmenter la pression fiscale sur l'ensemble des contribuables.

Dans ce contexte, un audit fiscal avait été commandé afin de déterminer les pistes prioritaires de nos investigations, préalablement au lancement d'un processus d'optimisation des bases d'imposition.

Cette démarche s'est traduite par la mise en place au niveau de la direction des affaires financières, d'une cellule entièrement dédiée. Elle s'est enrichie d'une contractualisation d'un protocole collaboratif avec les services de l'Etat compétents en la matière.

Les résultats obtenus sur le terrain ont permis d'enrichir les bases fiscales de données actualisées pour permettre leurs mises à jour.

Il est à noter que dans un contexte de raréfaction des ressources pour les collectivités locales, ce travail fructueux a permis de maintenir les taux inchangés depuis 2008, ce qui est tout simplement exceptionnel.

Cependant, cette politique de maîtrise de la pression fiscale a été permise grâce et avant tout à une diminution conséquente des postes de dépenses.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de rappeler que la Commune apparaît avec un coefficient de mobilisation du potentiel fiscal inférieur à 1, ce qui démontre une pression fiscale plus faible que la moyenne nationale alors que la commune dispose de bases fiscales encore limitées malgré les efforts portés.

Avec la baisse des dotations mise en place par l'Etat dès 2014, certaines communes et non des moindres ont décidé d'agir sur le levier fiscal, ce qui n'a pas été le cas pour la commune de Grasse.

Ainsi sur la période examinée, les taux moyens nationaux ont évolué de 2,46 % pour la taxe d'habitation, de 4,90 % pour la taxe foncière bâti et de 2,35 % pour le non bâti (**données Ministère des Finances et des Comptes Publics**) :

Année 2014	Taux moyens nationaux	Taux Ville de Grasse
Taxe d'habitation :	23,95 %	18,90 %
Taxe foncière bâti :	20,20 %	19,45 %
Taxe foncière non bâti :	48,53 %	14,70 %
Année 2018	Taux moyens nationaux	Taux Ville de Grasse
Taxe d'habitation :	24,54 %	18,90 %
Taxe foncière bâti :	21,19 %	19,45 %
Taxe foncière non bâti :	49,67 %	14,70 %

Cette pression fiscale s'est confirmée avec la mise en place de la réforme de la taxe d'habitation en 2018, qui a contraint près de 6 000 communes à faire évoluer leur taux à la hausse.

Les conséquences ont été encore plus marquées dans le département, où le taux moyen du foncier bâti a évolué de près de 16,5 % entre 2017 et 2018 (taux foncier moyen bâti **21,02 vs 18,05 %**).

En ce qui concerne les revenus d'exploitation, une réflexion globale a été menée afin de les dynamiser.

Dans cet objectif, deux postes en particulier ont fait l'objet d'aménagements destinés à les améliorer :

- les loyers,
- les redevances.

Les premiers ont été revalorisés, un travail tout particulier ayant été réalisé sur ceux liés aux conciergeries.

Les secondes par des modifications effectuées sur les tarifs.

Enfin, il ne faut pas négliger l'impact sur la dynamique de nos ressources des produits liés à la dépénalisation du stationnement de surface.

Force est de constater que notre politique d'assainissement des finances publiques a permis d'amortir la perte de ressources directement liée au désengagement de l'Etat sur les dotations, sans pour autant que les contribuables soient pénalisés par une augmentation des taux ou une modification de notre politique d'abattement sur la taxe d'habitation.

Les produits rigides de la Ville ont toujours été fortement défavorisés par les différentes mesures gouvernementales mises en place.

Ainsi, l'analyse des stratifications successives des méthodes de calcul de la Dotation Globale de Fonctionnement, depuis son institution en 1979, nous renseigne sur les écarts de dotation pouvant exister entre les communes les moins peuplées et celles appartenant aux strates démographiques supérieures.

Malgré les différentes réformes intervenues pour conférer davantage d'équité et de lisibilité à la Dotation Globale de Fonctionnement, d'importants écarts de dotations non justifiés par des écarts objectifs de richesse ou de charges ont été constatés.

La réforme de la DGF en 2005 n'a pas permis de corriger cette inégalité du fait des modalités d'évolution de la dotation forfaitaire et notamment de sa composante dénommée « part garantie », particulièrement décorrélée de la situation physico-financière d'une commune.

En effet, les modalités d'indexation de cette part garantie, justifiées par la nécessité d'abonder les dotations de péréquation, font que les communes dotées d'une garantie sont désavantagées par le système dans la mesure où cette part évolue moins rapidement que les autres enveloppes.

Il est ainsi paradoxal de constater que des communes bénéficiant d'une part garantie importante ont un potentiel financier inférieur à la moyenne.

Une commune « pauvre » voit alors sa dotation forfaitaire progresser moins rapidement que celle des communes plus « riches ».

Ainsi, pour la dotation forfaitaire de la commune de Grasse, on constate qu'entre 2000 et 2013, avant la mise en place du plan de redressement des finances publiques, l'écart par habitant entre la moyenne de la strate et la commune a évolué au détriment de cette dernière de 32 à 84 euros.

La part garantie a représenté ainsi une part relativement importante pour la Ville de Grasse, mais plus que cette caractéristique, son origine nous est apparue incertaine et pour laquelle nous n'avons jamais eu d'explication argumentée par les services de l'Etat.

Par ailleurs, les différentes réformes effectuées et destinées à minorer la part garantie par écrêtements successifs ont eu des effets d'autant plus négatifs pour la Ville de Grasse, que la valeur relative de ses indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier) ne la place pas parmi les plus défavorisées de sa catégorie.

La dernière réforme de la Dotation Forfaitaire de 2015 a initié une profonde modification des modalités de calcul de cette dernière et, in fine, de ses principes. En effet, ont été poursuivis des objectifs de prévisibilité et d'adaptabilité de la dotation. Cette prévisibilité s'est traduite par la consolidation en un seul montant des anciennes composantes de la dotation, ce dernier devenant le montant de référence pour les attributions futures et pérennisant ainsi la dimension historique de cette dotation.

Ce choix traduit la volonté forte de l'Etat de ne pas déstabiliser l'ensemble des équilibres budgétaires communaux et de maintenir une situation.

Cette situation la pénalise également par la réforme de la Dotation de Solidarité Urbaine adoptée en Loi de Finances pour 2017, celle-ci venant notamment modifier les pondérations de détermination de l'indice synthétique qui conditionne le classement des communes et aussi, mais surtout, resserrer le nombre de communes éligibles au sein de la strate des communes de plus de 10 000 habitants.

Nombre de communes éligibles à la Dotation de Solidarité Urbaine :

2016	2017	2018	2019
751	676	686	688

Classement Ville de Grasse :

2016	2017	2018	2019
693	701	710	720

Les conséquences de ces différentes décisions se mesurent sur la baisse inéluctable des ressources institutionnelles de la Ville.

Malgré notre travail important sur l'optimisation de nos ressources flexibles et les résultats probants obtenus, le volume global de nos recettes de fonctionnement a enregistré une diminution entre 2014 et 2018, eu égard principalement aux baisses conséquentes des dotations de l'Etat.

Les dépenses de fonctionnement :

			Ecart	
	2014	2018	Montant	%
Charges à caractère général	12 703	10 327	- 2 376	-18.70%
Charges de personnel brutes	34 157	34 012	-145	-0.42%
Atténuations de produits (SRU et FPIC...)	94	967	873	928.72%
Dont Contingents et participations obligatoires	3 251	3 124	-127	-3.90%
Dont Subventions versées	7 486	6 660	- 826	- 11.03 %
Autres charges de gestion courante	11 179	10 322	-857	-7.67%
Charges financières nettes des swaps	4 310	3 156	-1 154	-26.77%
Charges exceptionnelles	464	420	-44	-9.48%
Dotations aux provisions	-	89	+89	ns
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	62 907	59 293	- 3 614	5.74%

Les charges à caractère général correspondent au fonctionnement des services, pour qui les efforts demandés depuis 2014 ont été conséquents.

Alors que l'enveloppe liée à ces charges de fonctionnement représentait plus de 12,6 millions d'euros nets des produits en 2014, le niveau des dépenses constatées au dernier compte administratif 2018 a été réduit à 10,33 millions d'euros ; une telle maîtrise des coûts n'aurait pas pu être envisagée sans une réforme structurelle de l'administration pour rationaliser son fonctionnement.

Nous considérons que les procédures d'optimisation mises en place ont atteint leurs objectifs d'économie et qu'il convient aujourd'hui de maintenir les enveloppes, voire de les réévaluer pour les années futures.

Evolution des principaux postes de dépense entre 2014 et 2018 :

Montants en K€	2014	2018	Ecart	
			Montant	%
Dépenses				
611 contrats de prestations de services	2 040	1 747	- 293	-14.36%
60612 énergie et électricité	1 822	1 670	-152	-8.34%
60632 fournitures de petit équipement	738	669	-69	-9.35%
60633 fournitures de voirie	144	60	-84	-58.33%
61523 entretien voies et réseaux par entreprises	832	178	-654	-78.61%
61522 entretien de bâtiments par entreprises	520	394	-126	-24.23%
6132 locations immobilières	649	572	-77	-11.86%
614 charges locatives de copropriété	150	105	-45	-30.00%
60611 eau et assainissement	504	363	-141	-27.98%
6156 maintenances	469	403	-66	-14.07%
60622 carburants	241	207	-34	-14.11%
6232 fêtes et cérémonies	436	297	-139	-31.88%
TOTAUX	8 545	6 665	-1 880	-22.00%

Des actions systématiques de révisions de charges de gestion ont été engagées dès 2014 afin de permettre à la Ville d'engager un programme de baisses significatives sur les postes suivants :

- contrats de prestations de services ;
- énergie et électricité ;
- entretien ;
- fournitures.

Au-delà de ces actions ciblées, la Ville a engagé une réforme structurelle profonde dans le but de rationaliser et de moderniser l'organisation fonctionnelle et administrative. Il en découle :

- une efficacité accrue par l'effet de concentration et de transversalité des services ;
- une productivité améliorée des postes doublons ;
- un allègement des charges par une mise en commun de ressources internes.

En complément, la création d'un contrôle budgétaire adapté a permis de mesurer la réalisation des objectifs par la vérification des états financiers. Ces états financiers contrôlent ainsi que la stratégie choisie soit bien suivie et conseillent les opérationnels par une analyse de leurs tableaux indicateurs.

Par ailleurs, la fonction contrôle de gestion nouvellement introduite dans la collectivité a contribué à viser :

- l'efficacité, notion indépendante du coût pour indiquer si l'objectif est atteint ;
- l'efficience, notion qui représente la capacité à minimiser les moyens mis en œuvre pour atteindre l'objectif ;
- l'économie, notion qui touche à l'acquisition de ressources dans des conditions optimisées.

Le processus de contrôle de gestion s'est inscrit dans une démarche systématique pour l'ensemble des activités, afin de recueillir les informations nécessaires à l'amélioration du suivi et du pilotage de l'optimisation.

De la même façon, une économiste de flux a été recrutée. Tous ces points axés vers une gestion maîtrisée ont eu pour but de restaurer la capacité d'autofinancement de la Ville.

Les charges de personnel :

Les charges de personnel constatées au compte administratif 2018 sont inférieures à celles du compte administratif 2014 ; elles ont pu être contenues par une communication transversale entre les services afin d'optimiser les ressources.

Les recrutements ont ainsi pu être limités par une politique de mobilité interne dynamique.

Les subventions de fonctionnement :

Montants en K€	2014	2018	Ecart	
			Montant	%
Dépenses				
Subventions aux associations	1 848	1 633	-215	-11.64%
Office du Tourisme et Comité Régional du Tourisme	340	CAPG	ns	ns
Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours	2 999	3 085	86	+2.87%
Caisse Communale d'Action Sociale	3 200	2 950	-250	- 7.81%
Caisse des Ecoles et Réussite Educative	60	60		
OGEF Fénelon	391	377	-14	-3,58%
Syndicat Départemental de l'Electricité et du Gaz	202	8	-194	ns
Contrat Enfance et Jeunesse	1 429	1 304	-125	-8.75%
Contrat de Ville	132	106	-26	-19.69%
Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur	26	238	212	ns
Totaux des principales subventions et participations	10 627	9 761	-866	-8.15%

Les seuls postes de dépense en augmentation sont ceux de la contribution au Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours (dont nous n'avons pas la maîtrise), ainsi que les participations liées aux enfants scolarisés à l'extérieur. Pour cette dernière, un travail de fond a été effectué sur l'ensemble des conventions passées avec les communes pour leur actualisation.

Pour les subventions aux associations, les rencontres ont été nombreuses avec le tissu associatif par la mise en place d'un échange collaboratif régulier. Les résultats obtenus sont probants ; une optimisation des coûts permettant ainsi une diminution équivalente de la subvention de la commune a pu être mise en place, sans pour autant remettre en cause leurs différentes missions de service public.

Pour le CCAS, la reprise des résultats antérieurs a permis une diminution de l'enveloppe sans impacter le niveau de prestation.

La dette - les charges financières :

Le travail sur la dette a été un enjeu majeur dès 2014. Nous sommes ainsi engagés dans une politique volontariste dont les objectifs principaux étaient la réduction de son volume, la diminution de son coût et la désensibilisation de son exposition aux risques aléatoires des marchés financiers

La dette

Désignations	2014	2018	Ecart	
			Montants	%
Volume de dette net fonds de soutien budget principal en M€	89.41	83.73	- 5.68	- 6.35%
Coût moyen dette en %	5.24	3.02		
Part hors charte en M€	18.19	7.43	-10.76 M€	- 59.15%
Ratio de désendettement en années	19.6	10.84	-8.76	- 44.69%
Encours de dette/ recettes réelles de fonctionnement en %	132	124		

Force est de constater que les objectifs ciblés ont été atteints. Néanmoins, même si le volume a été réduit au 31/12/2018 par rapport au 31/12/2014, il aurait pu l'être d'avantage si certaines de nos cessions foncières prévues n'avaient pas été retardées dans leur réalisation.

Les opérations de désensibilisation des emprunts à risque réalisées entre 2014 et 2018 ont permis à la Ville de diminuer la dette hors charte de plus de 18 M€ à moins de 8 M€, représentant moins de 10 % de notre encours en 2018.

Enfin, le coût moyen a fortement diminué pour passer de plus de 5 % au 31/12/2014 à 3 % au 31/12/2018.

Les charges financières

Montants en K€	2014	2018	Ecart	
			Montants	%
Charges financières brutes	4 739	3 358	-1 381	29.14%
Produits des swaps	-429	-202	-227	-52.91%
Dette récupérable	-156	-122	-34	-21.79%
Fonds de soutien		-622	+622	ns
Charges financières nettes	4 154	2 412	-1 742	- 41.94%

Nous mesurons l'efficacité de politique de gestion de dette sur ce poste des frais financiers.

Les charges financières brutes ont été quasiment réduites de 30 % ; même si nous bénéficions aujourd'hui d'un contexte très favorable en termes de taux sur les nouveaux emprunts, il convient de mesurer le chemin effectué notamment sur la désensibilisation des emprunts dits « toxiques », l'obtention du fonds de soutien ayant eu une influence considérable sur la diminution du coût de la dette.

L'épargne brute – capacité d'autofinancement :

Dans son rapport d'observations définitives du 2 août 2016, la Chambre Régionale des Comptes fournissait quatre recommandations à la Ville, dont la première était de « restaurer la capacité d'autofinancement en mettant en oeuvre des actions significatives en matière d'optimisation de l'organisation des services, de réduction de certaines charges de fonctionnement et d'accroissement des recettes d'exploitation et, d'autre part, réduire le volume des investissements ».

Dans sa réponse du 25 mai 2016, la Ville a indiqué qu'elle était sur le point d'engager des actions de nature à atteindre le premier de ces deux objectifs sur les recettes, par la mise en place d'une politique tarifaire en matières de taxes, locations et redevances optimisée ; sur les charges, par des mesures de réorganisation et de mutualisation des services.

Nous pouvons dire aujourd'hui que les résultats obtenus tant sur l'optimisation des recettes d'exploitation que sur la réduction des charges de gestion ont été probants.

Montants en K€	2014	2018	Variation	
			Montant	%
Excédent brut de fonctionnement	8 893	10 352	1 459	16.41%
Charges d'intérêts et pertes de change	-4.310	-3.156	-1 154	-26.77%
Fonds de Soutien		+622	622	ns
Autres produits financiers	+156	+122	-34	-21.79%
Subventions exceptionnelles versées (SPIC)	-70	- 290	+ 220	+314.29%
Produits et charges exceptionnels nets	-206	+282	+ 488	236.89%
Epargne brute CRC	4.463	7 932	+ 3 469	+ 77.73%

Epargne brute CRC= Recettes réelles de Fonctionnement -Dépenses Réelles de fonctionnement, les travaux en régie étant comptabilisés dans les recettes au contraire des cessions foncières retraitées en investissement.

L'épargne brute a été restaurée d'environ 80 % entre 2014 et 2018.

Les ratios de gestion :

Ratios en %	2014	2018
Excédent brut de fonctionnement / produits de gestion	13.38%	15.98%
Epargne brute / produits de gestion	6.72%	12.25 %
Charges de personnel / charges courantes	54.53%	58.62%
Intérêts et pertes de change / charges courantes	6.97%	5.48%
Capacité de désendettement	20 ans	10.84 ans

Tous les ratios de gestion sont largement améliorés, au-delà du scénario qui avait été retenu par la Chambre Régionale des Comptes.

Même si cette dernière retenait un volume de produit de gestion très légèrement supérieur à celui obtenu, (65 006 K€ pour la Chambre et 64 779 au compte administratif 2018 de la Ville), sur les charges les écarts de résultats sont conséquents.

Scénario prospectif retenu CRC :

Montants en K€	2018 CRC	2018 CA Ville	Ecart
Dépenses			
Charges à caractère général	11 332	10 327	-1 005
Charges de personnel	35 200	34 012	-1 188
Subventions de fonctionnement	6 737	6 660	- 77
Total	53 269	50 999	-2 270

L'assainissement de la situation financière de la Ville est en majorité dû aux efforts réalisés sur les postes de charge.

L'investissement :

Pour l'investissement, le choix a été fait de mettre en adéquation son volume avec les ressources dégagées par le fonctionnement, de façon à limiter notre financement par emprunt et respecter notre objectif de désendettement.

Ainsi, 2014 a été le point de départ d'une période de réduction volontaire des investissements en raison même des constats de structure financière effectués par la commune évoqués ci-dessus. Politique qui était amenée à se poursuivre dans la limite des possibilités en fonction des engagements pris (PRU, Cœur de Ville, NPNRU...).

Ainsi, dans nos rapports aux observations de la Chambre Régionale des Comptes, nous nous étions engagés sur un volume quinquennal d'environ 50 M€ pour l'investissement sur la période de 2015 à 2019, dont **32,6 M€** devaient être financés par emprunt.

Ainsi, si nous faisons le bilan des années 2015 à 2018 et si nous nous référons au budget prévisionnel de 2019, le volume des investissements sera respecté puisque limité à environ **45 M€**.

La Chambre avait émis des conditions quant au respect du volume des emprunts supplémentaires prévus par la Ville pour le financement des investissements et notamment ceux liés à la réalisation de cessions d'actifs.

Force est de constater également que sur ce point-là, les emprunts réalisés sont bien en-deça des volumes prévisionnels.

Dépenses d'équipement en M€ :

2015	2016	2017	2018	Prev 2019	Totaux
10.44	7.63	7.60	9.26	10.00	44.93

Emprunts en M€ :

Les montants estimés de volume d'emprunts étaient basés sur des investissements à hauteur de 50 M€ sur la période, ceux réalisés (sauf 2019) basés sur des investissements à hauteur d'environ **45 M€**.

	2015	2016	2017	2018	Prev 2019	Totaux
Prévu CRC						42.1 M€
Prévu Ville						32.6 M€
Réalisations	2.5	3.7	6.6	6.1	5.2	24.10 M€

Pour 2015, les opérations réalisées dans le cadre de la transaction SFIL n'étant pas destinées à financer l'investissement, elles ont donc été neutralisées. En revanche, celles liées au PPP éclairage public ont été comptabilisées (2.5 en 2015).

- Le financement propre réel de l'investissement :

(en M€)	2014	2018	Variation	
			Montant	%
Financement propre réel				
Epargne ou Capacité d'Autofinancement brute	4.463	7.932	3.469	77.73%
Amortissements financiers de la dette	7.394*	8.454	1 060	14.34%
Epargne nette ou disponible	-2.931	- 522	2.409	82.19 %
TLE et Taxe d'aménagement	428	270	-158	-36.92%
FCTVA	1.192	1.228	36	3.02%
Subventions reçues	2.864	2.440	- 424	-14.80%
Autres recettes (y.c. dette récupérable)	296	301	5	1.69%
Produits des cessions		231	231	ns
Autres recettes hors emprunt	4.780	4.470	-310	-6.49%
Financement disponible	1.849	3.948	2 099	113.52%
Dépenses d'équipement	12.072	9.259	-2 813	-23.30%
Financement disponible / Dépenses d'équipement (%)	15.32%	42.64%		

* En 2014, un amortissement lié au CLTR pour environ 1,38 M€ n'avait pas été refinancé par un emprunt LMT.

Même l'épargne nette est fortement améliorée ; elle reste négative néanmoins eu égard au niveau très élevé du remboursement en capital, qui pour l'année 2018, représente le pic de notre profil d'amortissement.

Ces résultats ont également des effets bénéfiques sur les financements disponibles pour l'investissement, qui permettent ainsi de minimiser notre appel aux financements externes (emprunt).

B) COMPTE ADMINISTRATIF PREVISIONNEL 2019

Le calendrier imposé par un vote du budget 2020 dès le mois de décembre de l'année n-1 induit des incertitudes quant aux prévisions de réalisations en dépenses et recettes pour 2019, ce dernier étant clôturé le 31 janvier 2020 .

Néanmoins, ces prévisions nous orientent sur le résultat 2019 ; nous avons dans ce sens objectif nos postes de dépenses et de recettes.

Les produits de fonctionnement :

			Ecart	
	2018	Prev 2019	Montants	%
Principales recettes...				
Produits contributions directes	31 972	32 583	611	1.91%
Attribution de compensation	15 172	15 163	-9	ns
Droits de mutation	3 151	3 274	123	3.90%
Taxe sur l'électricité	1 244	1 245	1	-
Total impôts et taxes	52 314	53 050	736	1.41%
Principales recettes...				
Dotation forfaitaire	4 630	4 485	-145	-3.13%
Dotation Nationale de Péréquation	719	678	-41	-5.70%
Participations de fonctionnement	1 573	1 776	203	12.91%
Compensations fiscales	1 595	1 665	70	4.39%
Total Dotations	9 393	9 339	-54	-0.57%
Produits des loyers et redevances	1 024	1 091	67	6.54%
Remboursements sur charges de personnel	236	320	84	35.59%
Produits des services	2 577	2 500	-77	-2.99%
Produits financiers	744	733	-11	-1.48%
Produits exceptionnels*	501	750	249	49.70%
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	66 789	67 783	994	1.49%

* Produits exceptionnels : les cessions foncières sont retraitées en investissement pour 231K€ en 2018 et 346 K€ en 2019.

Les ressources fiscales propres :

Notre travail d'optimisation de nos bases fiscales se poursuit .

Taxe d'habitation

Années	Base nette TH	Evolution des bases n-1	Taux TH	Evolution taux TH
2016	79 938 582		18,9 %	0 %
2017	81 134 169	1,50 %	18,9 %	0 %
2018	82 996 961	2.30%	18.9%	0 %
2019	85 512 000	3.03%	18.9%	0 %

La base nette imposée connaît une progression de plus en plus dynamique ; les taux communaux ainsi que notre politique d'abattement n'ayant pas évolué depuis 2009, le produit lié à cette taxe connaît une évolution proportionnelle à celle des bases fiscales.

L'ensemble des locaux imposables a évolué, soit 220 locaux supplémentaires et la valeur locative moyenne sur l'ensemble des locaux a progressé de 1,80 %, ce qui démontre également l'efficacité de nos travaux sur l'optimisation de nos bases fiscales par leur revalorisation.

Enfin, il n'est pas non plus inutile de rappeler que notre politique sociale volontariste d'abattement sur la taxe d'habitation représente pour 2019 un volume de base exonérée équivalente à un produit annuel non perçu d'environ **1,8 M€**.

Taxe foncière sur bâti

Années	Base nette TFB	Evolution des bases n-1	Taux TFB	Evolution taux TFB
2016	76 975 884		19,45 %	
2017	78 082 591	1,44%	19,45 %	0 %
2018	79 973 988	2,42%	19,45%	0%
2019	81 570 000	2.0%	19.45%	0%

Taxe foncière sur non bâti

Années	Base nette TFNB	Evolution des bases n-1	Taux TFNB	Evolution taux TH
2016	612 837		14,70 %	
2017	621 034	1,34%	14,70 %	0 %
2018	614 912	-0.99%	14,70 %	0%
2019	630 300	2.50%	14.70%	0%

Un travail important est toujours mené sur les anomalies de taxation en collaboration étroite avec les services fiscaux.

Produit fiscalité directe total

2016	2017	2018	Prev 2019
30 537	30 984	31 746	32 514
	+ 447	+ 762	+ 768

Les bases définitives ne nous sont pas encore parvenues ; nous pouvons néanmoins d'ores et déjà dire que la réévaluation forfaitaire des bases votée en loi de finances 2018, soit 2,2 %, est la plus élevée de ces dix dernières années. Elle contribue donc largement à l'augmentation du produit.

Pour la même raison évoquée plus haut, les rôles supplémentaires définitifs ne nous ont pas été notifiés, même si nous en avons déjà perçu une partie au mois d'avril pour un montant de 69 K€.

Rôles supplémentaires

2016	2017	2018	2019
141	344	227	en attente

Autres recettes :

Sur les autres produits de recettes, il est à noter une relative stabilité des ressources d'exploitation constituées par les produits des loyers notamment et les produits des services.

Après la réforme de 2017 mise en oeuvre par l'Etat sur la dépenalisation du stationnement de surface, aucune nouvelle mesure réformatrice n'a été apportée impactant ces ressources. De la même façon, le travail d'optimisation des loyers et redevances ayant été effectué sur les années précédentes, leurs produits restent relativement stables.

Alors que le produit global de ces ressources représentait 3 601 K€ en 2018, nous tablons sur un volume d'environ 3 591 K€ pour 2019.

En revanche, il est à noter sur 2019 une évolution à la hausse des transactions foncières sur le territoire de la commune, les taux d'intérêt des prêts immobiliers accordés aux particuliers n'ayant jamais été aussi bas. Nous estimons percevoir un niveau de produit autour de 3 275 K€.

Enfin, il est important de souligner le produit exceptionnel perçu par la vente de certificats d'économie d'énergie. Alors que le montant estimé au budget prévisionnel était de 450 K€, il se révélera atteindre plus de 566 K€.

Les dépenses de fonctionnement :

			Ecart	
	2018	Prev 2019	Montant	%
Charges à caractère général	10 327	10 700	373	3.61%
Charges de personnel brutes	34 012	34 560	548	1.61%
Atténuations de produits	967	1 009	42	4.34%
Dont Contingents et participations obligatoires	3 124	3 147	23	0.74%
Dont Subventions versées	6 660	6 752	92	1.38%
Autres charges de gestion courante	10 322	10 465	143	1.38%
Charges financières	3 156	2 700	-456	-14.45%
Charges exceptionnelles	420	350	-70	-16.67%
Dotations aux provisions	89	50	-39	-43.82%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	59 293	59 834	541	0.91%

Montants en K€	2018	Prev 2019	Variation	
			Montant	%
Excédent brut de fonctionnement	10 352	10 016	-336	-3.25%
Charges d'intérêts et pertes de change	-3 156	-2.700	-456	-14.45%
Fonds de Soutien	+0.622	+0.622		
Autres produits financiers	+0.122	+0.111	-11	-9.01%
Subventions exceptionnelles versées (SPIC)	-0.290	-0.240	- 50	-17.24%
Produits et charges exceptionnels nets	+ 0.282	+0.590	+ 308	+109.22%
Epargne brute CRC	7.932	8.399	+ 467	5.89%

Epargne brute CRC= Recettes réelles de Fonctionnement -Dépenses Réelles de fonctionnement, les travaux en régie étant comptabilisés dans les recettes au contraire des cessions foncières retraitées en investissement.

L'ensemble des postes de dépenses de gestion enregistre une progression, évolution qui avait été anticipée eu égard aux efforts demandés aux services depuis 2014, mais qui en volume se limite à - de 1 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Ces charges se répercutent sur l'Excédent Brut de Fonctionnement, puisque les produits de gestion ont moins vite progressé que les charges.

En revanche, la forte baisse des charges financières, soit plus de 450 K€, ainsi que les résultats obtenus sur les produits exceptionnels par la vente de certificats d'économie d'énergie à hauteur de 566 K€, améliore notre épargne brute par rapport à celle de l'année 2018.

Les charges à caractère général :

Concernant les bâtiments communaux et la voirie communale, les phases techniques ayant été finalisées, des efforts conséquents ont été réalisés sur leur entretien et leur maintenance.

C'est ainsi que les postes liés à ces charges seraient en forte augmentation entre 2019 et 2018, de l'ordre de 400 K€.

Les charges de personnel :

Les charges de personnel constatées au compte administratif 2018 sont inférieures à celles du compte administratif 2014, alors qu'elles intègrent spontanément le glissement vieillesse technicité ; cela démontre que la commune a largement maîtrisé sa masse salariale.

Cette évolution se reflète dans les ratios communiqués dernièrement par la Direction des Finances Publiques, puisque les frais de personnel de la commune s'élèvent à environ **660 €/habitant, pour une moyenne régionale de la strate d'environ 950 € et nationale de 817 €/habitant.**

Pour 2019, l'augmentation de la masse salariale de 1.61 % est donc limitée, ce point en particulier sera développé plus loin dans le document.

Les subventions de fonctionnement :

Détail des principaux postes de dépenses (Montants en K€)	2018	Prev 2019	Ecart 2019/2018
Dépenses			
Subventions aux associations	1 633	1 615	-18
Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours	3 085	3 122	+ 37
Caisse Communale d'Action Sociale	2 950	3 068	+ 118
Caisse des Ecoles et Réussite Educative	60	60	
OGEF Fénelon	377	375	-2
Contrat Enfance et Jeunesse	1 304	1 304	
Contrat de Ville	106	117	+11
Participations enfants grasseois scolarisés à l'extérieur	238	200	-38
Totaux des principales subventions et participations	9 753	9 861	+ 108

Après les efforts réalisés par le tissu associatif sur les années 2015 et 2016, les subventions sont maintenues à un niveau constant depuis 2017.

Dans les évolutions notables, la participation 2019 au SDIS qui augmente de manière systématique.

En ce qui concerne la subvention au CCAS, elle avait été largement revalorisée au Budget Primitif avec l'arrivée de la nouvelle crèche du Mas du Collet ; néanmoins la réalisation d'une cession foncière pour environ 300 K€ change la répartition de la contribution de la Ville.

Ainsi la subvention de fonctionnement est réduite, la commune prenant en charge des travaux d'investissement pour un montant supérieur sur les sites des crèches Castel Aroma, Mas du Peyrard, ainsi que sur le bâtiment du service boulevard Victor Hugo.

Enfin, sur les participations pour les enfants scolarisés dans d'autres communes, les régularisations des conventions ayant été clôturées sur l'année 2018, l'enveloppe financière consacrée est désormais en correspondance avec l'année scolaire.

Ratios de gestion 2014, 2018 et 2019 :

Seul le ratio Excédent Brut de Fonctionnement / Produits de gestion connaît une légère dégradation, l'ensemble des autres ratios continue de progresser, notre politique d'assainissement des finances publiques s'inscrivant dans un cercle vertueux.

Cette stratégie se mesure avant tout par l'épargne brute de nouveau améliorée. Elle reste le solde intermédiaire de gestion le plus pertinent pour apprécier la santé financière de la collectivité et permet ainsi à cette dernière de constituer une ressource interne pour financer ses investissements, à l'opposé des financements externes comme les emprunts.

Cela se traduit également dans le poids des charges financières sur les charges courantes qui ne cessent de se réduire, validant ainsi notre politique volontariste de désendettement.

Détail des principaux postes			
(Montants en K€)	2014	2018	2019
Charges de gestion nettes du remboursement du personnel	57 562	54 425	55 405
Produits de gestion	66 455	64 777	65 421
Excédent brut de Fonctionnement	8 893	10 352	10 016
EBF / Produits de gestion	13.38%	15.98%	15.31%
Charges d'intérêts et pertes de change nettes	4 310	3 156	2 700
Fonds de soutien		622	622
Autres produits financiers	156	122	111
Subventions exceptionnelles SPIC et SPL	-70	-290	-240
Solde produits / charges exceptionnelles	-206	282	590
EPARGNE BRUTE OU CAF BRUTE	4 463	7 932	8 399
CAF BRUTE / Produits de gestion	6.71%	12.25%	12.84%
Charges financières nettes / charges courantes	6.97%	5.48%	4.65%
Capacité de désendettement	20 ans	10.84 ans	9.87 ans

L'investissement :

Notre niveau d'épargne étant fortement amélioré, nous avons souhaité relever le volume de nos investissements en adéquation sans augmenter les niveau de nos emprunts.

Alors que le volume de nos dépenses d'équipement avait été revu volontairement à la baisse sur les années 2016 et 2017 (7,6 M€ en moyenne), nous avons souhaité dès 2018 nous inscrire dans une politique d'investissement plus dynamique, par une augmentation des enveloppes consacrées notamment au gros entretien des bâtiments communaux.

Cette stratégie se confirme en 2019 par un volume d'investissement qui progresserait de nouveau pour un volume d'environ 10 000 K€ à comparer aux 9 260 K€ de 2018 .

Les principales réalisations marquantes sur 2019 sont :

En terme d'équipements :

Le renouvellement du parc automobile, le plan multimédia dans les écoles et le renouvellement du mobilier urbain et les dotations en matériels techniques pour les services.

En terme de superstructures :

La consolidation de l'arche de la cour de l'Hôtel de Ville, l'extension du groupe scolaire de Saint Mathieu, le plan de rénovation énergétique dans les écoles, les travaux dans les crèches du Mas du Peyard, la réfection des façades de la Villa Guérin, le gros entretien *des bâtiments communaux et leur mise en conformité incendie*

En terme d'infrastructures :

Le plan de requalification de voirie avec pour opérations principales le chemin du Blumenthal, l'avenue de Saint Laurent, le chemin du Grand Chêne et le Boulevard Croüet, la réqualification de l'avenue De Lattre de Tassigny.

En terme de renouvellement urbain :

Les travaux de la Médiathèque, des espaces publics du Rouachier de Verceuil et Maurel, la poursuite du plan de restauration des façades du secteur sauvegardé.

En recettes, le volume des recettes d'équipement devraient s'établir à 2 300 K€, elles se résument essentiellement aux opérations de construction et d'équipement de la médiathèque et aux amendes de police

Il est important de noter qu'un volume important de versements sollicités auprès de nos partenaires institutionnels reste en attente.

Même si en place d'une cellule dédiée à la veille et à la recherche de financements a été mise en place et obtient des résultats probants en terme de subventions.

Dans le même sens les dispositifs instaurés par l'Etat pour inciter les collectivités à investir (Cœur de Ville, NPNRU...), par la mise en place de cofinancements importants mais dont les versements tardent à nous parvenir, impactent énormément notre trésorerie..

Le financement de l'investissement 2019 s'établit ainsi (montants en K€) :

mmmm en K€	2019
Virement du fonctionnement	7 949
FCTVA	1 341
Taxes d'urbanisme et dons	400
Créances nettes	225
Produits de cessions	346
Subventions d'équipement et amendes de police	2 300
Remboursement capital de dette	- 7 704
FINANCEMENT DISPONIBLE INVESTISSEMENT	4 857

Le financement disponible est destiné à financer les dépenses d'équipements, ces dernières étant estimées à 10 000 K€ pour 2019, l'emprunt previsionnel serait de 5.200 K€.

Le désendettement brut serait de 2 500 K€ ce qui représente 1 880 K€ net du fonds de soutien.

C) STRUCTURE ET GESTION DE LA DETTE

SITUATION PREVISIONNELLE DE LA DETTE FINANCIERE au 31 décembre 2019

Budget principal en M€

(en M€)	2014	2015 ¹	2016	2017	2018	2019	2020 Prév.
Principal net fonds soutien	89.41	89.43	86.12	85.43	83.73	81.85	81.85
Variation		+0.02	-3.31	-0.69	-1.70	-1.88	0

Commentaires sur l'évolution

- 2015 : deux principaux facteurs expliquent la croissance de la dette :
 - La mise en force des derniers contrats du PPP a entraîné une augmentation de la dette de 2.27 M€ (2.527 M€ en valeur d'origine) ;
 - La restructuration impérative d'un produit structuré SFIL dont les taux contractuels atteignaient des niveaux insupportables. Cette restructuration a nécessité la souscription d'un emprunt de 16.4 M€ pour financer l'Indemnité de Remboursement Anticipé. En contrepartie, la Ville a obtenu une aide très significative (12.4 M€) du Fonds de Soutien aux Collectivités ayant souscrit des emprunts toxiques.
- 2016 : la baisse de la dette s'amorce grâce principalement à une baisse des investissements réalisés en 2016, inférieurs de 26 % à ceux de 2015.
- 2017 : la réduction des investissements a permis de poursuivre la baisse de la dette.
- 2018 : le désendettement se poursuit alors que le niveau d'investissement progresse de plus de 20 % entre 2018 et 2017 ;
- 2019 : le volume de nos investissements progresse de nouveau, alors que l'emprunt mobilisé pour leurs financements diminue au bénéfice des financements par fonds propres. Notre politique volontariste de désendettement est consolidée.

La dernière colonne montre les évolutions attendues en 2020, construites sur les anticipations arrêtées à ce jour. A l'évidence, le mouvement de désendettement engagé dès 2015 se poursuit.

Analyse des variations 2019 et prospective 2020 en M€

En M€	2019	2020
Emprunts nouveaux LMT	+4.89	+ 3.46
Emprunts nouveaux CT	+1.70	+5.46
Amortissements	-9.09	- 9 54
Variation dette brute	-2.50	-0.62
Fonds de Soutien	+0.62	+0.62
Variation dette nette	-1.88	0,00

¹ Les données retenues sont arrêtées après impact de l'aide du Fonds de Soutien.

Commentaire sur la dette CT

La dette financière à court terme est essentiellement constituée de lignes à tirages utilisées pour assurer l'optimisation de la gestion de la dette et de la trésorerie. Ces lignes représentent des engagements pluriannuels.

Les tirages effectués ont permis de financer une grosse fraction des investissements réalisés en 2018 comme en 2019, sans occasionner de charges financières supplémentaires. C'est le résultat de la combinaison de taux de marchés négatifs et d'une marge très faible.

Pour 2019, apparaissent très clairement :

- De nouveaux emprunts LMT souscrits avec la banque des Territoires (taux fixe : 1,58 % sur 15 ans) et la Caisse d'Epargne (Livret A + marge 0,30 BP sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux soit **3,5 M€** ;
- De nouveaux tirages sur notre convention CT soucrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux non consolidés que nous pouvons rembourser en tant que de besoin pour **1,7 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP) ;
- Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT auprès de la Société Générale pour un montant strictement équivalent de **1,39 M€** (Euribor 3M + 0,72 BP sur 20 ans) ;
- L'atténuation de la réduction de la dette par l'amortissement du Fonds de Soutien pour **0,62 M€**.

Nous nous sommes positionnés sur une stratégie pluriannuelle pour parer à toutes les situations.

En tout premier lieu, la sécurisation d'emprunts structurés en fonction des opportunités et en profitant également d'une conjoncture particulièrement attractive en termes de taux et de marge, les contrats signés fixant d'ores et déjà les conditions financières.

Ensuite, nous nous sommes attachés à nous orienter sur certains produits avec des périodes de mobilisation longues (24 voire 36 mois). Cela nous permettra ainsi de ne pas consolider nos emprunts en tant que de besoin avant 2021 ou 2022 et d'adapter nos remboursements à notre profil d'extinction de dette.

Notre stratégie a été également orientée sur des produits avec beaucoup de souplesse (sans commission de non utilisation et sans obligation de consolidation), ces options nous donnant les moyens de répondre aux besoins ponctuels de trésorerie, dont les remboursements n'occasionneront pas de frais supplémentaires en dehors de ceux de la durée du portage.

Cela pourrait se présenter si le remboursement du sinistre de la médiathèque prévu en 2021 venait à être décalé, et dans le cas contraire, si des cessions foncières venaient à se réaliser.

STRUCTURE DE LA DETTE au 31 /12 /2019 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

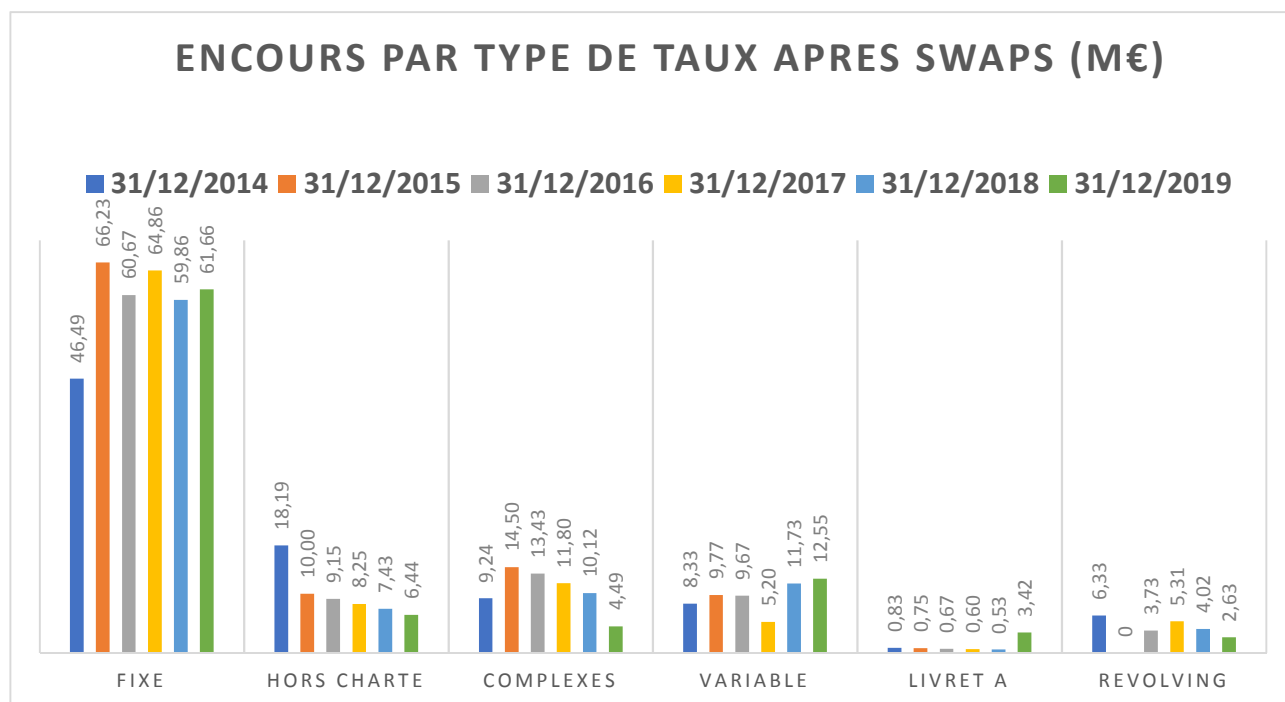
Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.14		31.12.15		31.12.16		31.12.17		31.12.18		31.12.19	
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%
Fixe ²	46.49	52.00	66.22	65.41	60.67	62.34	64.86	67.55	59.86	63.89	61.66	67.62
Complexes	9.24	10.33	14.50	14.32	13.43	13.80	11.80	12.29	10.12	10.80	4.49	4.92
Hors Charte	18.19	20.34	10.00	9.88	9.146	9.40	8.25	8.59	7.43	7.93	6.44	7.06
Variable	8.33	9.32	9.77	9.65	9.67	9.94	5.20	5.41	11.73	12.52	12.55	13.76
Livret A	0.83	0.93	0.75	0.74	0.67	0.69	0.602	0.63	0.53	0.57	3.42	3.75
Revolv tiré	6.33	7.08	-	-	3.73	3.83	5.31	5.53	4.02	4.29	2.63	2.88
	89.41	100	101.25	100	97.32	100	96.02	100	93.69	100	91.19	100

Après swaps, à fin 2019, la dette à taux fixe représente 67.62 % de la dette totale, 20.40 %, est à taux variables simples.

La dette hors charte ne représente plus que 7.06 % de notre dette, mais surtout la nouvelle opération de désensibilisation réalisée sur 2019 avec la Société Générale nous a permis de réduire notre dette à taux complexes de plus de 55 %.



² En ce compris les PPP.

Etant rappelé que la dette revolving (engagement pluriannuel) a une fonction de lissage destinée à optimiser la dette de la Ville, il apparaît clairement que les actions de gestion ont permis de :

- Réduire significativement la dette Hors Charte. Ce point est une des règles de gestion adoptées tendant à rechercher la diminution de l'exposition aux risques ;
- Accroître l'encours à taux fixes dans une période de taux bas. Ce point est également une des règles de gestion adoptées en 2019 ;
- Privilégier les produits indexés sur du révisable en 2019, les taux courts restant négatifs.

Par typologie de risques **Budget Principal** (après swaps) :

		▮ moins élevé		Risque		Plus élevé ▮			
		A	B	C	D	E	HC	Total	
Risk		M€	M€	M€	M€	M€	M€	M€	%
élevé + ←	1	80.26	3.78					84.04	92.16%
	2								
	3								
	4		0.71					0.71	0.78%
	5								
	HC						6.44	6.44	7.06%
	Σ	80.26	4.49				6.44	91.19	100%
	%	88.01	4.92				7.06		

La souscription des swaps avait contribué à augmenter de façon sensible l'exposition aux risques de la Ville. Toutefois, les actions de désensibilisation entreprises, notamment depuis 2014, ont réduit tant les encours classés en « Hors Charte » que les encours dits « complexes » correspondants aux produits les plus risqués.

Ainsi, par rapport à fin 2018, les positions Hors Charte sont passées à 7.06 % vs 7.93 % en 2018, les positions complexes à 4,92 % vs 10,80 % en 2018.

Les positions « 1A » - « 1B » ont sensiblement augmenté à 88.01 % vs 85,81 % en 2018.

- **Taux moyens d'endettement**

Année	Après Swaps (%)	
	Niveau	Variation
2009	3.97	
2010	5.54	+1.57
2011	7.34	+1.80
2012	6.93	-0.41
2013	6.48	-0.45
2014	5.24	-1.24
2015	4.09	-1.15
2016	3.76	-0.33
2017	3.31	-0.45
2018	3.02	-0.29
2019	2.80	-0.22

Ainsi qu'indiqué supra, en 2014, un changement de politique de gestion de dette est intervenu dans le but de **réduire tant les risques financiers que les taux moyens**. Cette politique a été renforcée en 2015 avec l'adoption d'un cahier de procédures de gestion de dettes et d'un cahier de règles de gestion. Il en est résulté prioritairement :

- En 2014 et en 2015, une désensibilisation des produits structurés les plus défavorables. Les améliorations qui en ressortent se font sentir sur les taux moyens dès 2014 ;
- En 2016, le remboursement d'un emprunt à taux variable à marge élevée (2,29 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2017, le remboursement d'un emprunt à taux révisable à marge élevée (3,47 %) et son refinancement par un emprunt à taux fixe de 0,70 %. Malgré l'Indemnité de Remboursement Anticipée acquittée (3 % du CRD), cette opération est très bénéfique pour la Ville ;
- En 2018, la majorité des tirages ayant été effectués sur des taux à variables simples, révisables sur des taux courts restant largement négatifs à ce jour ;
- En 2019, la sécurisation définitive d'un emprunt structuré par un passage de l'échéance en taux fixe à des conditions avantageuses.

Le tableau ci-dessus montre clairement l'impact de ces actions sur le taux moyen après swaps, taux effectivement supporté par la Ville. Il est donc la cible des actions de gestion.

STRUCTURE DE LA DETTE PREVISIONNELLE au 31 /12 /2020 (budget principal)

Ventilations de la dette totale en M€

Ces analyses sont conduites sur les dettes brutes (avant déduction de l'aide du Fonds de Soutien).

- Par typologie de taux après swaps :

	31.12.19		31.12.20	
	M€	%	M€	%
Fixe ³	61.66	67.62	59.99	66.24
Complexes	4.49	4.92	3.00	3.31
Hors Charte	6.44	7.06	5.38	5.94
Variable	12.55	13.76	17.80	19.65
Livret A	3.42	3.75	3.23	3.57
Revolv tiré	2.63	2.88	1.17	1.29
	91.19	100	90.57	100

Pour 2020 est essentiellement prévu un volume d'emprunts nouveaux pour investissements plafonné à **7.46 M€**, pour neutraliser l'endettement net du Fonds de Soutien.

- Un nouvel emprunt LMT souscrit avec la Banque Postale (taux fixe :1,46 % sur 20 ans) pour financer des investissements nouveaux soit **2,0 M€** ;
- De nouveaux tirages sur notre convention CT soucrite avec le Crédit Agricole pour financer des investissements nouveaux non consolidés que nous pouvons rembourser en tant que de besoin pour **2.76 M€** (Euribor 3M + 0,60 BP non floooré) ;
- Un nouvel emprunt souscrit pour un montant total de **5 M€** avec la Société Générale, dont le tirage sur 2020 porterait sur **2.70 M€** sur la phase de préfinancement de 24 mois, est indexé sur l'Euribor 1M + 0,50 BP ;
- Le refinancement d'un emprunt revolving par la souscription d'un emprunt LMT pour un montant strictement équivalent de **1,46 M€**, dont le contrat n'a pas encore été souscrit ;

L'hypothèse d'un endettement constant en 2020 est dépendante de la bonne réalisation de toutes les autres anticipations.

³ En ce compris les PPP.

DETTE « HORS CHARTE » et à « TAUX COMPLEXES » au 31.12.19. (budget principal)

- Au 31.12.19, la dette « hors charte » et à « taux complexes » est répartie ainsi :

Banque prêteuse	Réf. Ville	Type Taux	Sans swaps		Avec swaps		Total	
			Nbre	M€	Nbre	M€	Nbre	M€
Financements Hors Charte								
Dexia HC	304	Fixe	1	0,40			1	0,40
SFIL HC	308b	Struct			1	1,18	1	1,18
Dexia HC	309	Struct			1	3,42	1	3,42
CE HC	318	Struct			1	1,22	1	1,22
CE HC	301b	Struct			1	0,22	1	0,22
			1	0,40	4	6,04	5	6,44

Financements Complexes								
Dexia B1	295	Struct	1	0,15			1	0,15
SFIL B1	325	Struct			1	3,63	1	3,63
CE B4	3177	Struct	1	0,71			1	0,71
			2	0,86	1	3,63	3	4,49

TOTAL			3	1,26	5	9,67	9	10,93
-------	--	--	---	------	---	------	---	-------

Près des 2/3 de la dette HC ou à taux complexes a été travaillée avec des swaps (et parfois des contre-swaps).

- La dette comprend des produits « Hors Charte » Gissler.

En cas de swap et éventuellement de contre-swaps, ne sont retenues que les positions résultantes.

Cinq produits restent classés en « Hors Charte », soit de l'ordre de 7 % du portefeuille de dettes. La part « Hors Charte » est passé de 18,19 M€ à 6.44 M€ entre fin 2014 et fin 2019, soit une réduction de près de 65 %.

Réf Ville	Taux	Encours au 31.12.19	
		CHF (contrevaletur en M€)	M€
301b	3.50 % si USD/CHF \geq 0.95 sinon, 3.50 % + 1.55 * (0.95 - USD/CHF) / USD/CHF		0,22
304	Emprunt à taux fixe en CHF	0,40	
308b	MAX (10.98 % - 10 * [CMS GBP 10y - CMS EUR 10y] ; 0) (Floor = 0.00 %)		1,18
309	2.96 % si (CMS 30y - CMS1y) \geq 0 sinon, 10.55 % - 10 * (CMS 30y - CMS 1y)		3,42
318	2.00 % + MAX [(EUR/USD - EUR/CHF - 10.65 %) ; 0]		1,22
		0,40	6,04
	TOTAL en EUR	6,44	

A rappeler le cas de l'emprunt 304 qui, bien qu'à taux fixe, est classé en Hors Charte en raison de sa devise de libellé et non en raison des indices qui caractérisent son taux.

BILAN DES REAMENAGEMENTS MIS EN PLACE DANS LE CADRE DES DESENSIBILISATIONS

La méthodologie retenue pour le calcul consiste à comparer les échéances réaménagées aux échéances qui auraient résulté du maintien sans modification des structures en place.

Les anticipations des indices caractérisant les taux proviennent de Finance Active, éditeur du logiciel de gestion de dettes de la ville et fournisseur de données.

La structure de taux de ce contrat se détaille ainsi (après le réaménagement de 2010) :

Contrat Phases	SFIL		Taux payé
	départ	Fin	
MPH271512			
1	01.08.09	01.08.11	4.50 %
2	01.08.11	01.08.33	2.95 % si EUR/CHF \geq 1.43 sinon, 2.95 % + 48.75 % * [(1.43 / € / CHF) - 1]
3	01.08.33	01.08.35	Euribor 12 mois (préfixé)

Description des opérations de réaménagement :

	Prêt 1	Prêt 2	Prêt 3	IRA	Aide FdS
Date d'effet	01.08.15	01.08.15	01.08.15		
Date 1 ^{ère} échéance	01.08.16	01.08.16	01.08.16		
Date de fin	01.08.35	01.08.35	01.08.35		
Durée (ans)	20y	20y	20y		
CRD à date d'effet (K€)	7,155	16,400	6,000		
Taux fixe	3.35 %	3.35 %	3.35 %		
Partie Taux pour Indemnité	1.16 %	1.16 %	1.16 %		
Indemnité intégrée dans taux	1,025	2,348	0,859	4,232	
Indemnité intégrée dans capital	-	16,40	-	16,40	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle		
Amortissement	Progressif : 5%	Progressif : 5%	Progressif : 5%	20,632	

Aide du Fonds de Soutien					12,44
--------------------------	--	--	--	--	-------

L'aide du fonds de soutien est versée en 13 fractions égales de 0,96 M€ à compter de l'année 2016.

• Comparaisons

Il convient d'évoquer l'échéance de 2015 qui avait été contractualisée dans le cadre de la transaction en taux fixe à 2.95 %, avec un CRD de 7,36 M€.

Il convient d'ajouter aux données de l'emprunt initial les amortissements de l'emprunt lié au financement de nouveaux investissements, soit 6 M€, les intérêts étant calculés au taux de marché, soit 2.19 % (dans le tableau ci-dessus : (3.35 taux payé - 1.16 indemnité dans le taux).

Si l'on assimile l'indemnité de sortie à des charges financières, on obtient :

2015 à 2035 (M€)	Sans transaction	Après transaction	Ecart	
			Montant	%
Amortissements	13,36	13,36	-	-
Intérêts Bruts	19,14	12,37	-6,77	-35.36 %
	-	16,40	+16,40	ns
Aide Fonds de soutien	-	-12,44	-12,44	ns
	19,14	16,33	-2,81	-14.67 %
Echéances	32,50	29,69	-2,81	-8.64 %

A l'évidence, sur la période, la transaction est largement bénéficiaire pour la Ville, le coût total des annuités après transaction étant inférieur de plus de **2,81 M€**. Sur ces bases, l'aménagement est robuste.

A l'évidence, la Ville profite d'un avantage certain dans le réaménagement du contrat structuré SFIL.

• SWAP DEPFA

Nous sommes sur un contre-swap, la comparaison porte donc uniquement sur les intérêts payés.

Nous constatons que la transaction est gagnante pour chacune des échéances réaménagées, ce qui démontre sa pertinence et sa solidité face aux variations de marché puisqu'elle engendre un gain de plus de 14 % sur les intérêts de la période 2014/2018.

L'indemnité de sortie est intégrée dans les charges financières, on obtient :

• Total de la période (2014 – 2018)

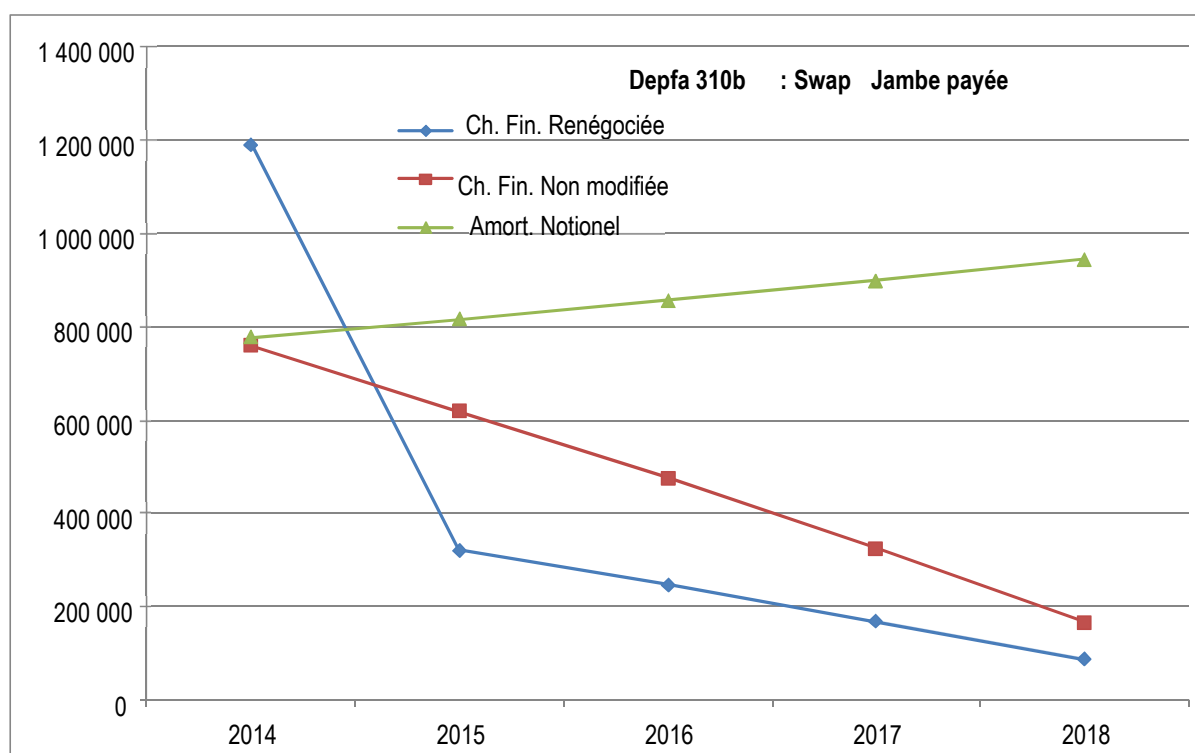
2014 à 2018 (M€)	Sans transaction	Après transaction	Ecart (ap – av)	Amortissements
Ch. financières payées	2.343	2.013	-0.330	4.290
			-14.1%	

Cette pertinence est confirmée si l'on observe que la différence de cours de change EUR/USD - EUR/CHF doit être inférieure à - 0.0830, niveau très rarement atteint historiquement (et jamais durablement), pour que le taux contractuel soit égal à 9.00 %, soit équivalent au taux réaménagé.

Le graphe ci-après montre que :

La transaction est gagnante pour chacune des échéances réaménagées.

Les amortissements du notionnel sont tracés pour expliquer la baisse des charges financières



- **EMPRUNT SOCIETE GENERALE 16543**

Lors de notre appel d'offres lancé au mois d'avril dernier ayant pour objet le refinancement pour 1,4 M€ d'un encours et le financement de nos investissements futurs pour 5 M€, nous avons saisi une opportunité permettant la restructuration dans un but de sécurisation d'une dernière échéance en structuré (emprunt 16543).

Ainsi, par la souscription de nouveaux contrats auprès de notre contrepartie, la commune a pu bénéficier d'une procédure dite « dérogatoire au sein de la Société Générale » et des conditions de sortie de cette échéance très favorables, à savoir d'une part sans paiement d'une soulte et d'autre part sans bonification de marge sur les emprunts nouvellement souscrits.

Le calcul de l'échéance en taux structuré (emprunt 16543) répond à la formule suivante :

8,75 % - Min [4,45% ; Max (0 ; CMS 10y)] avec : Floor = 4,30% ; Cap= 8,75%

Le CMS 10y de la formule est celui coté à 25 ans.

Le taux contractuel pour 2019 était estimé à environ 7,40 % lors de la sécurisation du 23 avril dernier.

La sécurisation proposée se caractérise ainsi :

- Echéance du 31/12/2018 au 31/12/2019 au taux fixe de 5,95 % (les échéances à suivre restent inchangées au taux fixe de 4,75 %) ;
- Souscription de deux enveloppes dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Emprunt 5 M€ 20 ans	Refinancement 1.4 M€ 20 ans
Phase de mobilisation	24 mois	sans
Départ	23/04/2019	15/07/2019
Maturité	23/04/2041	15/07/2039
Durée de l'emprunt	20 ans	20 ans
Périodicité	Trimestrielle	
Amortissement	Linéaire	
Type de taux	Variable	
Taux	Euribor 3 mois + 0.62 %	Euribor 3 mois + 0.72 %

D) CADRE PLURIANNUEL DE FONCTIONNEMENT 2020-2024

LES HYPOTHESES RETENUES EN RECETTES DE FONCTIONNEMENT :

Une évolution mesurée des bases fiscales :

La conjoncture exceptionnellement incertaine quant à une réforme fiscale, notamment sur la taxe d'habitation, nous impose la plus grande prudence.

Ainsi, entre 2020 et 2024, nous limitons notre évolution forfaitaire des bases fiscales à 0,9 %, celle de l'évolution physique à 0,9 %.

Même si la taxe d'habitation est amenée à disparaître en 2023 pour les contribuables, les communes verront le transfert de ce produit sur le foncier bâti dès 2021.

Ainsi, un mécanisme de compensation par un coefficient correcteur individualisé pour chaque commune sera institué.

Le produit perçu par la commune pour la taxe habitation sera substitué par le produit perçu par le département sur le Foncier Bâti sur le territoire de la commune.

La différence constatée sera neutralisée à la hausse par le coefficient correcteur.

Evolutions prévisionnelles des produits fiscaux en K€ :

Années	Taxe Habitation/ Foncier bâti Départ.	Taxe foncière bâti	Taxe foncière non bâti	Produit Total Hors résidences secondaires
2019	16 162	15 865	93	32 120
2020	16 453	16 151	94	32 698
2021	16 749	16 442	96	33 287
2022	17 050	16 738	98	33 886
2023	17 357	17 039	100	34 496
2024	17 669	17 346	102	35 117

Pour l'évolution forfaitaire, soit 0,9 %, elle constitue une moyenne des évolutions constatées ces dernières années.

Evolutions forfaitaires constatées :

2015	2016	2017	2018	2019	PLF 2020
0,9%	0,9%	0,4%	1,1%	2,2%	0.9%

Pour 2019, les bases fiscales sont prévisionnelles, les définitives ne nous étant pas encore parvenues.

La moyenne de l'évolution constatée s'établit à 1,81 %, nous retenons une progression équivalente pour les années 2020 à 2024.

Il est important de signaler que même si la Ville n'augmente pas ses taux d'imposition, les bases évoluent : d'une part sous l'effet de la revalorisation forfaitaire d'après un coefficient voté chaque année en Loi de Finances et d'autre part, sous l'effet de variations physiques : nouvelles constructions, retour à l'imposition, anomalies de taxation.

Le produit de la fiscalité indirecte hypothèse stable :

Le marché grassois de l'immobilier reste aujourd'hui attractif en termes de tarifs ; les taux d'intérêts immobiliers stagnant à un niveau bas, les transactions immobilières restent dynamiques.

Alors qu'au Compte Administratif 2018 de la Ville, les droits de mutations avaient généré un produit en forte hausse par rapport à 2017 (+ 16 %), nous prévoyons une nouvelle augmentation sur 2019 de l'ordre d'environ 4 % par rapport à 2018.

Néanmoins, les perspectives d'évolution de ce produit étant très incertaines, il convient de limiter son volume sur 2020 et les années futures à des niveaux inférieurs à ceux perçus les deux années précédentes.

Toutes les autres taxes sont maintenues stables, voire en légère progression. Ces dernières subissant très peu de volatilité, leurs volumes restant relativement peu élevés.

La seule taxe ayant fortement évolué ces dernières années est celle de la taxe de séjour, dont le produit a progressé fortement de près de 75 % entre 2016 et 2018, grâce au travail effectué en interne pour l'encaissement des taxes liées aux réservations en ligne notamment.

Fiscalité indirecte en K€ :

	Prev 2019	2020	2021	2022	2023	2024
Droits de mutation	3 274	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Taxe sur l'électricité	1 245	1 245	1 245	1 245	1 245	1 245
Taxe de séjour	182	185	190	195	200	205
Taxe sur pylônes	29	29	29	29	29	29
Taxe publicité	300	300	300	300	300	300
Produit des jeux	58	60	60	60	60	60

Dotation globale de fonctionnement et mécanismes de péréquation : les évolutions à prévoir :

Nous l'avons évoqué plus haut, la réforme de 2015 a modifié les modalités de calcul de la Dotation Forfaitaire, composante majeure de la Dotation Globale de Fonctionnement la rendant plus lisible.

Au vu des abondements inscrits dans le Projet Loi de Finances 2020, l'écêtement devrait être similaire à celui de 2019, soit 130K€.

Dotation forfaitaire (DF) en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
4 485	4 352	4 218	4 085	3 951	3 816

Pour la Dotation de Solidarité Urbaine, la Ville de Grasse n'étant plus éligible depuis 2017, une garantie d'inéligibilité dégressive a été mise en place, qui est entrée dans sa dernière année d'application en 2019. La commune de Grasse n'est ainsi plus couverte par ce dispositif à compter de 2020.

Chaque année, il sera de nouveau procédé à une actualisation des données propres de la commune ainsi que celles de moyennes de références démographiques, de façon à ce qu'une nouvelle valeur de l'indice synthétique et un nouveau rang de classement soient déterminés.

Nous considérons néanmoins que l'évolution de son classement défavorable laisse présager une non-couverture par ce dispositif.

Dotation de solidarité urbaine (DSU) en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
311	0	0	0	0	0

La Dotation Nationale de Péréquation comprend deux parts.

La part « principale » est déterminée en fonction du potentiel financier et de la population.

La part « majoration » est attribuée en fonction des produits post-TP et de la population.

Dans nos prévisions pour 2019 et 2020, la part majorée est conservée mais en **forte diminution**.

Dotation Nationale de Péréquation (DNP) en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
678	634	590	548	510	480

La Dotation Globale de Fonctionnement est la résultante des 3 composantes évoquées ci-dessus (DF, DSU, DNP).

Dotation Globale de Fonctionnement en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
5 474	4 986	4 808	4 633	4 462	4 296

Pour rappel, la DGF de 2013 représentait 10 240 K€ ; elle s'établirait à 4 296 K€ en 2024, équivalente à une perte de produit annuel de près de 6 M€.

Les compensations fiscales :

La loi de Finances 2018 a introduit une modification des variables d'ajustement de l'enveloppe normée.

C'est ainsi que la Dotation de Compensation liée à la réforme de la taxe professionnelle devient une nouvelle variable ; elle devrait dans ce sens être diminuée pour les années futures.

Pour la taxe d'habitation et les taxes foncières, leurs évolutions sont calculées en lien avec celles des valeurs locatives.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Allocations compensatrices	1 665	1 678	1 707	1 736	1 766	1 797
Compensation réforme TP	43	30	30	30	30	30

Il est à noter que pour les allocations taxe d'habitation, un système de compensation identique à celui de la taxe d'habitation sera institué en 2021.

Les produits des services :

L'année 2020 est marquée par le transfert des compétences Eau et Assainissement à la Communauté d'Agglomération.

Sur ce chapitre étaient constatés les remboursements des personnels mis à disposition de ces budgets annexes pour environ 400 K€. Il convient donc de les annuler.

En revanche, le Cinéma Studio est désormais considéré comme un Service Public Administratif.

Dans l'éventualité où ce dernier était intégré au budget principal (discussions en cours avec les services de l'Etat), les droits d'entrées viendront abonder ce poste et les remboursements de personnel par le budget annexe le diminuer.

Les autres postes de recettes restent inchangés, notre prospective anticipe une réévaluation de ces recettes de 2 % / an.

Produit des services en K€ :

Prév. 2019	2020	2021	2022	2023	2024
2 500	2 100	2 142	2 185	2 229	2 273

Atténuations de charges :

Ce poste est principalement composé de tous les remboursements liés aux charges de personnel.

Sur 2020, il est important de noter que le personnel recruté pour la Médiathèque fait l'objet d'un cofinancement par la Direction Régionale des Affaires Culturelles pour un montant de 360 K€, correspondant au financement des postes sur trois ans.

En 2023 et 2024 seront effectués les deux derniers versements correspondants de 120 K€ chacun.

Atténuations de charges en K€ :

Prev 2019	2020	2021	2022	2023	2024
320	660	300	300	420	420

Récapitulatif recettes réelles de fonctionnement en K€ :

Pour rappel, la Communauté d'Agglomération sera compétente en matière d'Eaux Pluviales au 1^{er} janvier 2020 ; le montant de l'attribution de compensation sera donc amené à évoluer mais neutralisé budgétairement par une diminution des dépenses équivalentes.

Répartition et évolution des recettes réelles de fonctionnement en K€ :

	Prev 2019	2020	2021	2022	2023	2024
Principales recettes...						
Produits contributions directes	32 583	33 295	33 891	34 497	35 115	35 743
Attribution de compensation	15 163	15 163	15 163	15 163	15 163	15 163
Droits de mutation	3 274	3 000	3 000	3 000	3 000	3 000
Taxe sur l'électricité	1 245	1 245	1 245	1 245	1 245	1 245
Total Impôts et taxes	53 050	53 529	54 130	54 741	55 364	55 997
Principales recettes...						
Dotation forfaitaire	4 485	4 352	4 218	4 085	3 951	3 816
Dotation Nationale de Péréquation	678	634	590	548	510	480
Participations de fonctionnement	1 776	1 750	1 750	1 750	1 750	1 750
Compensations fiscales	1 665	1 678	1 707	1 736	1 766	1 797
Total Dotations	9 339	8 829	8 679	8 534	8 393	8 259
Produits des loyers et redevances	1 091	1 102	1 113	1 124	1 135	1 147
Remboursements sur charges de personnel	320	660	300	300	420	420
Produits des services	2 500	2 100	2 142	2 185	2 229	2 273
Produits financiers	733	724	714	704	693	684
Produits exceptionnels*	750	350	4 850	350	350	350
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	67 783	67 293	71 928	67 938	68 583	69 129

Pour les produits exceptionnels :

Les postes de cessions foncières sont retraités en investissement :

- 346 K€ correspondant aux cessions de la rue Gazan et Saint Mathieu en 2019 ;
- 576 K€ pour la Traverse de la Placette, un terrain au Bon marché et place du Patti en 2020 ;
- 3 000 K€ en 2022 pour celle de la Friche des Hangars Quartier de la Gare.

L'année 2021 est marquée par l'inscription en recettes exceptionnelles du remboursement lié au sinistre de la Médiathèque pour un montant de **4 500 K€**.

LES HYPOTHESES RETENUES EN DEPENSES DE FONCTIONNEMENT :

Ce cadre pluriannuel de fonctionnement a été construit de façon à maintenir notre politique volontariste de désendettement, en se donnant un objectif de fin de période ambitieux.

Dans ce sens, la construction des équilibres des budgets 2020 à 2024 a pour ligne directrice une évolution modérée de nos postes de dépenses courantes, dans un contexte de taux de fiscalité constants.

L'objectif implicite étant également de maintenir un niveau d'épargne ambitieux, de façon à ce que les emprunts annuels mobilisés pour financer les investissements restent toujours inférieurs à ceux des remboursements en capital de ces mêmes emprunts.

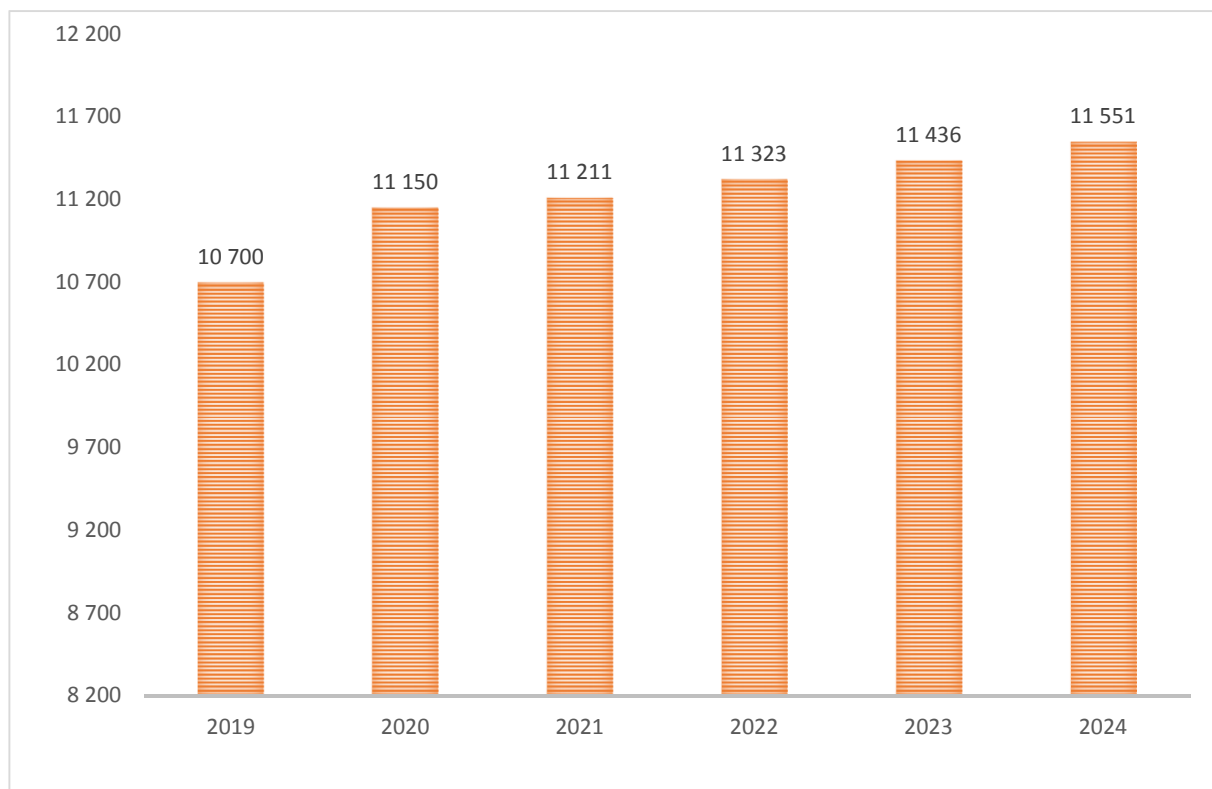
Les charges à caractère général ou fonctionnement des services :

Alors que les enveloppes dédiées aux services ont été fortement réduites entre 2014 et 2018, nous considérons aujourd'hui que les objectifs d'économie ont été atteints.

Il convient de les stabiliser, voire légèrement les réévaluer pour certains postes de dépenses contraints et influencés par des facteurs dont nous n'avons pas la maîtrise (tarifs des fluides...).

Pour 2020, avec l'arrivée de la Médiathèque et la possible reprise sur le budget principal du fonctionnement du Cinéma, le poste a été réévalué de plus de 4 % par rapport à l'année 2019, son évolution est limitée ensuite à 1 % par an à compter de 2021 jusqu'en 2024.

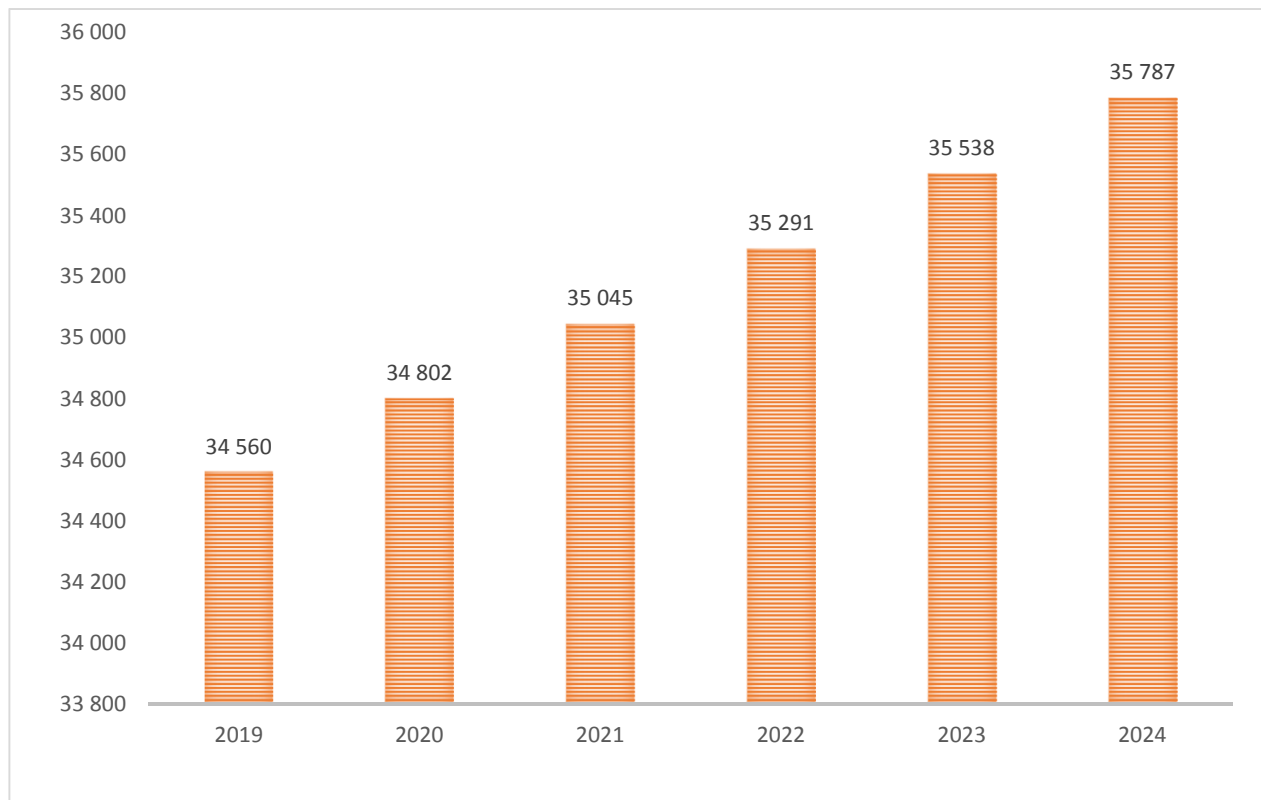
Evolution des charges à caractère général en K€ :



Les charges de personnel :

Ce point sera largement développé plus loin dans le document.

Evolution des charges de personnel en K€ :



Les charges de gestion courante

Pour les subventions aux associations ou dans le cadre des Contrats Enfance Jeunesse et de Ville, les enveloppes sont maintenues constantes sur la période.

En ce qui concerne le Syndicat Départemental d'Incendie et de Secours, nous avons retenu une évolution de 1 % / an.

Pour l'OGEC Fénelon, cette participation étant basée sur le nombre d'élèves, nous reportons sur les années futures le montant qui vient de nous parvenir pour 2020.

Pour le Centre Communal d'Action Sociale, nous retenons une évolution en valeur de 50 K€ / an, en adéquation avec un niveau de prestations constant.

Enfin, les participations pour les enfants scolarisés à l'extérieur devraient être stabilisées, les conventions avec les autres communes ayant été récemment mises à jour.

Les indemnités des élus sont limitées à une évolution de 0.7% / an, comme celles des charges de personnel.

Charges de gestion courante en K€ :

Principaux postes de dépenses	Prev 2019	2020	2021	2022	2023	2024
Syndic.Départ.Incendie et de Secours	3 122	3 153	3 185	3 217	3 249	3 281
Syndicats intercommunaux	25	60	60	60	60	60
Contingents et participations obligatoires	3 147	3 213	3 245	3 277	3 309	3 341
Caisse Communale d'Action Sociale	3 068	3 400	3 450	3 500	3 550	3 600
Caisse des écoles	60	60	60	60	60	60
Contrat Enfance Jeunesse	1 304	1 304	1 304	1 304	1 304	1 304
Contrat de Ville	117	117	117	117	117	117
Enfants scolarisés extérieurs	200	200	200	200	200	200
Subventions aux associations	1 615	1 620	1 620	1 620	1 620	1 620
Ogec Fenelon	375	375	375	375	375	375
SPA	13	13	13	13	13	13
Subventions versées	6 752	7 089	7 139	7 189	7 239	7 289
Indemnités élus	525	529	533	536	540	544
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	41	40	40	40	40	40
Autres charges de gestion courante	10 465	10 871	10 957	11 042	11 128	11 214

Contribution au Fonds de Péréquation ressources Communales et Intercommunales :

Lors de sa création en 2012, le FPIC avait pour vocation de redistribuer, une fois sa montée en puissance progressive achevée, 2 % des richesses fiscales du bloc communal, soit environ 1,15 Md€. Après deux années de report de cet objectif pour cause de rationalisation de la carte intercommunale, le législateur a décidé de stabiliser définitivement l'enveloppe du FPIC à 1 Md€ à compter de 2018.

Néanmoins, même si l'enveloppe globale est constante, sa répartition est modifiée en fonction de l'évolution des périmètres des différentes intercommunalités.

Les montants des prélèvements sont estimés sur la base du régime dérogatoire délibéré par la Communauté d'Agglomération en vigueur à ce jour.

Les évolutions annuelles entre 2020 et 2024 restent des estimations sur la base des informations connues à ce jour.

FPIC en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
402	410	428	448	469	490

Prélèvement SRU en K€ :

Il est à noter qu'en 2021, la contribution de la Ville est largement minorée par la cession à l'Euro symbolique de l'îlot Nègre, alors que l'estimation des Domaines était d'environ 500 K€.

Cette moins-value permet ainsi de diminuer le prélèvement pour un montant équivalent.

2019	2020	2021	2022	2023	2024
572	600	100	600	600	600

Charges exceptionnelles en K€ :

Elles sont essentiellement constituées par des charges par définition non prévisibles d'environ 150 K€/ an ainsi qu'une participation de 100K€/an de la Ville à la Régie des Parkings pendant le chantier de Martelly pour les années 2021, 2022 et 2023 liée à la perte de chiffre d'affaires et une participation à la SPL de 60 K€/an à compter de 2021 dans le cadre du NPNRU2.

Répartition et évolution des principales dépenses réelles de fonctionnement en K€ :

	Prev 2019	2020	2021	2022	2023	2024
Charges à caractère général	10 700	11 150	11 211	11 323	11 436	11 551
Charges de personnel brutes	34 560	34 802	35 045	35 291	35 538	35 787
Atténuations de produits	1 009	1 045	563	1 083	1 104	1 125
Contingents et participations obligatoires	3 147	3 213	3 245	3 277	3 309	3 341
Subventions versées	6 752	7 089	7 139	7 189	7 239	7 289
Indemnité élus	525	529	533	536	540	544
Redevances, non valeurs, indemnités instit.	41	40	40	40	40	40
Autres charges de gestion courante	10 465	10 871	10 957	11 042	11 128	11 214
Charges financières	2 700	2 496	2 305	2 177	2 066	2 022
Charges exceptionnelles	350	240	400	400	400	300
Dotations aux provisions	50	50	50	50	50	50
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	59 834	60 654	60 531	61 366	61 722	62 049

Les mouvements observés sur la section de fonctionnement impliquent une relative stabilité de nos épargnes à un niveau élevé.

Capacité d'Autofinancement Brute en K€ définie dans le calcul du ratio d'endettement :

Le législateur a privilégié un calcul simple de la CAF brute en retenant le total des recettes réelles de fonctionnement – les dépenses réelles de fonctionnement, sans retirer les éléments exceptionnels et les produits de cessions.

2019	2020	2021	2022	2023	2024
8 295	7 215	11 397	9 572	6 862	7 080

Pour 2021, est comptabilisé le remboursement du sinistre de la Médiathèque pour 4 500 K€.

Pour 2019, 2020 et 2022 sont prévues des cessions foncières pour des montants respectifs de 346 K€, 576 K€ et 3 000 K€.

Remboursement capital dette K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
7 704	8 084	8 148	8 197	7 708	7 815

L'épargne nette en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
591	-869	3 249	1 375	-846	-735

Le niveau d'épargne brute nous permet d'obtenir une épargne nette globalement positive sur la période.

Ressources propres nettes en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
2 016	2 196	2 316	2 976	2 677	2 447

Les ressources propres sont les recettes d'investissement liées aux remboursements de TVA (FCTVA), la taxe d'aménagement (ancienne taxe locale d'équipement), la dette récupérable.

Règle d'or en K€ :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
2 607	1 327	5 565	4 351	1 831	1 712

Le ratio de désendettement en années :

2019	2020	2021	2022	2023	2024
9,87	11,34	6,98	7,90	10,97	10,63

E) EVOLUTION PREVISIONNELLE ET EXECUTION DES DEPENSES DE PERSONNEL

Situation au 31 décembre 2019

Principaux postes de dépenses	Dépenses au 31/12/2019 en K€
Rémunération des agents titulaires	15 408
Rémunération des agents contractuels	3 000
Avantages en nature Logements	69
Nourriture	20
Véhicules	13
Heures supplémentaires	440
NBI	140
Primes	4 450
Cotisations	9 030
Assurances	297

Effectifs au 31 décembre 2019

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	34	47	657	738
Contractuels	10	18	136	170
Emplois aidés			19	19
Vacataires			15	15
Total	50	65	827	942

Evolution prévisionnelle des effectifs au 31/12/2020 :

	A	B	C	Total
Stagiaires et titulaires	33	45	656	734
Contractuels	18	21	142	181
Emplois aidés			19	19
Vacataires			15	15
Total	51	66	832	949

Au 31 décembre 2019, la Ville de Grasse comptabilise 32 agents en disponibilité et 6 en congés de longue maladie (3) ou de maladie longue durée (3).

Concernant la maladie, la Ville de Grasse poursuit la mesure gouvernementale relative à la journée de carence pour les arrêts initiaux.

Pour 2020, la mutualisation des équipes reste l'objectif qui permettra de pouvoir faire face aux contraintes budgétaires. A ce titre, l'arrivée du chef de projet cœur de ville s'organise autour du mode projet transversal incluant les services internes comme le commerce, la Gestion Urbaine de Proximité ou les finances et les services extérieurs comme la Société Publique Locale Pays de Grasse Développement.

Des efforts seront poursuivis en matière de développement de l'annualisation du temps de travail pour certains secteurs d'activité. De plus, une discussion est entamée avec les partenaires sociaux dans la perspective de la mise en place du télétravail et ce pour améliorer à la fois les conditions de travail des agents, mais aussi limiter les effets induits par les déplacements urbains et péri-urbains sur l'environnement, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'Agenda 21.

Une augmentation du coût de la masse salariale de 240 K€, soit 0.70 % par rapport au Compte Administratif prévisionnel de 2019. Cette augmentation s'explique par l'intégration au 1^{er} janvier de 3 agents de la régie des parkings supplémentaires, du doublement de la Brigade de nuit de la Police Municipale soit 9 agents dans le but de parfaire la sécurisation de la ville et du recrutement de 10 agents pour assurer le fonctionnement de la médiathèque « Source – Médiathèque Charles NEGRE ». Cette estimation tient aussi compte du transfert à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse des 11 agents du service de l'eau et de l'assainissement conformément aux attendus de la loi NOTRe.

Cette évolution de 0.69 % de la masse salariale est à relativiser du recrutement de 6 nouveaux agents comme précisé ci-dessus, pour 30 K€ (salaire moyen) *6 = 180 K€, de la prise en compte des augmentations de certains taux de cotisation pour 50 K€ (ex URSSAF), de la prise en compte du Glissement Vieillesse et Technicité pour 140 K€ et du transfert de 11 agents. En prenant en compte un salaire moyen brut de 30 K€ TTC par an, on pourrait considérer une augmentation brute de 180 K€ de recrutements, 50 K€ de cotisations supplémentaires et 140 K€ de GVT, soit un total de 370 K€.

Hors, l'augmentation estimée du BP 2020 se limiterait à 240 K€, ce qui démontre chiffres à l'appui la gestion optimisée et contrainte de la masse salariale de la Ville de Grasse.

Il est à noter que certains postes sont subventionnés et font l'objet de recettes pour la ville, comme les emplois aidés Parcours Emplois Compétences, le poste de Chef de projet Cœur de Ville, mais aussi les recrutements pour le fonctionnement de la Médiathèque.

La progression de la masse salariale de la Ville de Grasse repose aussi sur l'hypothèse du gel du point, de la poursuite du jour de carence. Elle tient compte enfin de la dernière phase de la mise en œuvre du protocole de septembre 2015 relatif aux « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (PPCR).

La Ville poursuivra ses efforts en limitant notamment les remplacements des agents partant à la retraite, par la mise en place d'une politique de formation permettant aux agents volontaires de pouvoir évoluer et par la poursuite d'une politique de mobilité interne dynamique.

En 2020, 11 agents feront valoir leurs droits à la retraite et seuls 6 agents parmi eux seront remplacés.

En ce qui concerne les prévisionnels de recrutements de 2020, déjà évoqué précédemment, ils vous sont détaillés ci-dessous :

- 9 agents PM,
- 10 agents Médiathèque,
- 3 agents issus de la Régie des Parkings.
- 1 city manager

2020 sera aussi l'année au cours de laquelle nos efforts se porteront sur la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC) autour de la redéfinition de projets de services qui se déclineront en projets individuels de formation, qui eux-mêmes induiront une redéfinition des fiches de postes et de fonctions.

Comme chaque année également, la ville poursuivra ses efforts en matière de mise en place de l'annualisation du temps de travail pour mieux adapter les ressources aux besoins.

2020 sera impactée de la même façon par les décrets d'application de la loi de transformation de la Fonction Publique sur les modalités de gestion du temps de travail.

En effet, la loi imposera la réalisation effective de 1 607 heures de travail au lieu des 1 580 à ce jour, ce qui nécessite d'envisager de nouvelles méthodes de travail.

Les partenaires sociaux sensibles à ces questions sont d'ores et déjà au travail en lien avec les services de la DRH.

Des pistes d'amélioration des conditions de travail sont étudiées afin de prévenir et de lutter contre l'émergence des risques psycho-sociaux ; le télé-travail ou la définition du 3^{ème} lieu sont autant de sujets qui sont actuellement en réflexion.

En résumé, la gestion dynamique de la masse salariale est un exercice complexe qui intègre le résultat de mesures décidées par la collectivité, mais aussi les nombreuses et lourdes conséquences de celles édictées au niveau du gouvernement.

Pour autant, la Ville annonce des objectifs volontaristes, notamment en ce qui concerne l'optimisation de ses méthodes de travail.

Effectifs prévisionnels et perspective au 31 décembre 2024 :

	2020	variation	2024
Cadre A	51	-1	50
Cadre B	66	-1	65
Cadre C	832	-9	823
TOTAUX	949	-11	938

Cette prospective est basée sur les hypothèses suivantes :

- 1) Le départ en retraite d'un agent se définit par un nombre de trimestres de cotisations d'une part et par un âge compris dans une fourchette variant de 62 à 67 ans d'autre part. Les estimations ne prennent en compte que les départs d'agents qui auront atteint l'âge maximum pour faire valoir leur droit à la retraite, soit 67 ans et sur une hypothèse de travail de 2 remplacements sur 3 départs en retraite.
- 2) Maintien dans les effectifs d'un nombre constant de 19 emplois aidés.
- 3) Cette estimation ne tient pas compte de la future réforme concernant les retraites.

F) CADRE PLURIANNUEL D'INVESTISSEMENT BUDGET PRINCIPAL 2020 - 2024

Ce cadre budgétaire pluriannuel privilégie la poursuite du désendettement.

Par ailleurs il est important de souligner que les crédits qui seront inscrits sur 2020 dépendent des réalisations qui seront constatés au 31/12/2019.

Dans ce sens ils seront amenés à évoluer pour leurs montants.

De la même façon, le vote du Compte Administratif 2019 intervenant après le vote du budget, les restes à réaliser seront inscrits lors de la reprise des résultats de l'année n-1, néanmoins ils sont déjà compris dans les volumes d'investissement.

CADRE BUDGETAIRE INVESTISSEMENT 2020 -2024			
DEPENSES		RECETTES	
PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT	56 658	CESSIONS FONCIERES	3 576
TRAVAUX PERILS	1 500	AMENDES DE POLICE	1 000
REMBOURSEMENT CAPITAL DETTE	39 952	TAXE D'AMENAGEMENT	2 250
AUTRES DEPENSES	1 638	DETTE RECUPERABLE	1 960
		SUBVENTIONS EQUIPEMENT	11 097
		REMBOURSEMENT PERILS	1 500
		EMPRUNTS	30 047
		FCTVA	9 230
		EPARGNE ET FONDS ROULEMENT	39 088
TOTAL DEPENSES	99 748	TOTAL RECETTES	99 748

ENCOURS BRUT AU 01/01/2020 : 91,19 MILLIONS D'EUROS

REMBOURSEMENT EN CAPITAL SUR LA PERIODE : -39,95 MILLIONS D'EUROS

EMPRUNTS PREVISIONNELS : + 30,05 MILLIONS D'EUROS

CREANCE FONDS DE SOUTIEN 31/12/2024 : 6,24 MILLIONS D'EUROS

ENCOURS NET FONDS DE SOUTIEN AU 31/12/2024 : 75,05 MILLIONS D'EUROS

PLAN PLURIANNUEL INVESTISSEMENT 2020-2024

Détail des dépenses avec les restes à réaliser en K€ les crédits de paiement étant prévisionnels :

MONTANTS EN K EUROS	2020	2021	2022	2023	2024	Total
<u>RENOUVELLEMENT EQUIPEMENTS</u>						
<u>Restes A Réaliser SERVICES</u>	500					500
PLAN MULTIMEDIA ECOLES	50	50	50	80		230
EQUIPEMENT DES SERVICES	285	500	500	500	500	2 285
DEFENSE INCENDIE	20	100	100	100	100	420
MOBILIER ET SIGNALISATION URBAINS	105	100	100	100	100	505
MATERIEL SERVICES TECHNIQUES	95	120	120	120	120	575
PARC AUTOMOBILE	110	300	300	300	300	1 310
<u>RENOUVELLEMENT SUPERSTRUCTURES</u>						0
PALAIS EPISCOPAL	100	500	1 000	1 000	1 000	3 600
MAHP		30	300		300	630
CATHEDRALE		200	545	573	120	1 438
PLAN RENOVATION CHAPELLE	80	80	50	50	50	310
SECURISATION EGLISE SAINTE HELENE		400	400			800
CAMPUS UNIVERSITAIRE ANCIEN PALAIS JUSTICE	300	3 500	2 000	500		6 300
AMENAGEMENT VISITATION	130					130
GROS ENTRETIEN ET EXTENSION ECOLES ET CRECHES	800	300	300	300	300	2 000
RENOVATION BATIMENTS COMMUNAUX	580	500	500	500	500	2 580
ETUDE DE FAISABILITE BATIMENTS						0
GROS ENTRETIEN BATIMENTS	450	250	250	250	250	1 450
RENOVATION ENERGETIQUE DANS LES ECOLES		840	824	1 234	1 300	4 198
ETUDES FAISABILITE	10	20	20	20	20	90
GROS ENTRETIEN CHAUDIERES	20	50	50	50	50	220
TRANSFERT PARC AUTOMOBILE			100	800	400	1 300
GER SECURITE INCENDIE	80	150	150	150	150	680
FACADES VILLA GUERIN		220				220
CASTEL AROMA	130					130
RENOVATION SANITAIRES PUBLICS		100		50		150

MONTANTS EN K EUROS	2020	2021	2022	2023	2024	Total
<u>RENOUVELLEMENT INFRASTRUCTURES</u>						
GER EAUX PLUVIALES	50	200	200	200	200	850
ACQUISITIONS FONCIERES	100					100
GER DEFENSE INCENDIE	30	100	100	100	100	430
REQUALIFICATION VOIRIES	507	800	800	800	800	3 707
REQUALIFICATION AVENUE DELATTRE DE TASSIGNY	1 051					1 051
GER VOIRIES	60	100	100	100	100	460
REVALORISATION JARDIN DES PLANTES	267					267
ESPACES VERTS ET AIRES DE JEUX	20	80	80	80	80	340
COMPTEURS ELECTRIQUES	20	20				40
RESAUX ELECTRIQUES	10	15	15	15	15	70
PLAN FONTAINES ET LAVOIRS	10	20	20	20	20	90
VIDEO PROTECTION	100	150	150	150	150	700
STATIONNEMENT	10					10
SONORISATION CENTRE VILLE	60					60
MURS DE SOUTÈNEMENT	180	200	200	200	200	980
EQUIPEMENTS SPORTIFS		350	90	200	220	860
CIMETIERES				80		80
<u>RENOUVELLEMENT URBAIN</u>						
CŒUR DE VILLE COORDINATION ET PILOTAGE	50	50				100
PONTET LA ROQUE NPNRU			150	300	1 400	1 850
FACADES ET PARTIES COMMUNES	100	100	100	100	100	500
ETUDES D'AMENAGEMENT	80	100	100	100	100	480
CONSTRUCTION MEDIATHEQUE	4 300	700				5 000
EQUIPEMENT MEDIATHEQUE	1 350	350				1 700
ESPACES PUBLICS ROUACHIER ET VERCUEIL	1 550		200			1 750
REQUALIFICATIONS ILOTS MEDIATHEQUE SUD NPNRU SAINTE MARTHE ET PLACETTE ET PARCOURS COMMERCIAL	200	200	640	500	500	2 040
CREATION D'UN TIERS LIEU					402	402
ESPACES PUBLICS NPNRU		350	150	90	100	690
TOTAL	13 950	12 195	10 754	9 712	10 047	56 658

Le plan pluriannuel d'investissement 2020-2024 représente un montant global de dépenses d'équipement de **56 658 K€**.

Les volumes inscrits sont en adéquation avec notre capacité de financement et notre objectif prioritaire de désendettement.

Le poste « périls » comprend les travaux pour les immeubles dont les propriétaires sont défaillants, pour **1 500 K€**.

Le remboursement en capital de la dette correspond à l'amortissement des emprunts qui constituent notre encours, agrégé de l'amortissement des emprunts prévus dans notre programmation, s'établissant ainsi à **39 952 K€**.

Il est important de noter que dans notre profil de dette, le remboursement en capital est maintenu à un volume d'environ 8 000 K€/ an nous permettant ainsi de poursuivre notre désendettement.

Le poste autres dépenses est constitué principalement par les avances de trésorerie pluriannuelles remboursables pour la SPL Grasse développement dans le cadre de la concession d'aménagement.

Ces avances prévisionnelles s'inscrivent dans une gestion globalisée de la Trésorerie de la Ville et de La SPL de façon à optimiser les frais financiers.

Le montant des avances représentent un volume cumulé de **1 338 K€**, le solde soit **300 K€** est représenté par des dépenses diverses d'investissement.

Détail du financement de l'investissement

Sur la période, est comptabilisé un volume de cessions foncières **3 576 K€**, correspondant aux dossiers de la Traverse de la Placette **384 K€**, du quartier du Bon Marché **60K€**, de la place du Patti **132K€**, quartier de la Gare pour **3 000 K€**.

Tous ces dossiers ont fait l'objet de délibérations du Conseil Municipal.

Le poste « subventions » est composé des participations des partenaires liées aux opérations d'équipement.

Les principales participations concernent les opérations de restauration du patrimoine (Palais Episcopal, Cathédrale et certains bâtiments culturels) pour environ **1 650 K€** représentant 40% H.T des montants inscrits en dépenses.

La restauration de l'ancien Palais de Justice, basé sur une hypothèse prudentielle de 50% du montant H.T des travaux soit environ **2 600 K€**.

L'extension du groupe scolaire de Saint Mathieu pour **480 K€**, les subventions liées au Plan de Renouvellement Urbain pour la Médiathèque soit environ **2 850 K€** avec l'aménagement des espaces publics Rouachier et Verceuil.

Les participations au financement du NPNRU2 pour laquelle la Ville a la maîtrise d'ouvrage environ **1 350 K€**.

Enfin la subvention à la requalification de l'avenue De Lattre de Tassigny pour **570 K€**.

Les financements de l'Etat sont principalement ceux de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, de l'Agence Nationale de Renouvellement Urbain et la Dotation de Soutien à l'Investissement Local ; les financements de la Région sont obtenus à travers le Contrat Régional d'Equilibre Territorial ainsi que le Fonds Régional d'Aide au Développement des Territoires ; les financements du Département.

Le volume global des participations institutionnelles est estimé à 11 097 K€ sur la période, elles conditionneront bien évidemment la réalisation des opérations.

Le produit des amendes de police est anticipé à **200 K€** par an équivalent à une recette totale de **1 000 K€** sur la période ; leur volume est largement réduit (elles représentaient un produit moyen de **450 K€/an**), les amendes liées au stationnement de surface ayant été supprimées en 2018 par la mise en place de la dépenalisation du stationnement de surface.

Le remboursement par les propriétaires défaillants des travaux réalisés par la Ville sur les immeubles en péril à hauteur de **1 500 K€** correspond au volume des inscriptions en dépenses.

L'autofinancement et les ressources propres

L'épargne dégagée par la section de fonctionnement avec le fonds de roulement est anticipée sur la période à un volume de **39 088 K€**.

Elle tient compte des épargnes prévisionnelles dégagées des années 2020 à 2024 et du remboursement de l'assurance du sinistre de la Médiathèque estimé à **4 500 K€**.

Le FCTVA d'environ **9 230 K€**, qui est une recette directement liée à la récupération de la TVA sur les investissements réalisés l'année N-2.

La taxe d'aménagement soit **2 250 K€**, les créances liées au remboursement des emprunts par la CAPG suite aux différentes compétences transférées, ainsi que les remboursements des avances accordées à la SPL soit **1 960 K€** (Musée International de la Parfumerie, escrime et tourisme).

L'emprunt prévisionnel est plafonné à environ 30 M€ sur la période. Il correspond à un objectif volontariste de désendettement, soit 75 050 K€ au 31 décembre 2024 net du fonds de soutien, qu'il convient de comparer aux 89 432 K€ du 31 décembre 2014, soit une baisse de notre endettement d'environ 16,1 %.

G) LES ACTIONS ET PROJETS MENES DANS LE CADRE DE NOS ORIENTATIONS BUDGETAIRES

LA POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE ET D'URGENCE CLIMATIQUE

Les derniers rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) ont mis une nouvelle fois en exergue les dérèglements climatiques en cours et l'urgence à agir afin de contenir autant que de possible les risques naturels aggravés, les effets sanitaires du réchauffement, les risques sur les ressources en eau et la perturbation des activités économiques.

Notre territoire doit s'engager dans un effort de mobilisation d'urgence, avec pour objectif l'atteinte de la neutralité carbone le plus rapidement possible et au plus tard en 2050.

La réussite de cet engagement passera tout d'abord par une mobilisation collective et simultanée de notre collectivité en premier lieu, mais aussi de la Communauté d'Agglomération du Pays Grassois (CAPG), des acteurs sociaux et économiques et de l'ensemble des grassois.

C'est pourquoi, la ville de Grasse associée à la CAPG, à la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis et aux Villes d'Antibes et de Cannes se sont tout d'abord engagées en 2010 dans un Plan Climat Energie Territorial (PCET).

En 2014, la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins s'est jointe à cette démarche collective.

Outre ces engagements communs, et face à l'urgence climatique, la ville de Grasse a décidé de passer à l'action sans plus attendre en définissant ses propres objectifs, plus ambitieux, et en les déclinant de manière très concrète dans chacune de ses politiques publiques.

En termes de bâtiments tout d'abord, il s'agira de valoriser la rénovation thermique et la construction de bâtiments respectueux de l'environnement. Un Plan de rénovation énergétique des établissements scolaires sera engagé dès 2020 et permettra de réduire de plus de 30% les consommations énergétiques et les gaz à effet de serre.

La réhabilitation de l'ancien Palais de justice sera également l'opportunité de réaliser une opération exemplaire en matière de prise en compte des problématiques environnementales avec notamment le développement d'une filière matériaux biosourcés produits localement.

Un grand Plan de rénovation et d'optimisation des 8 000 points d'éclairage public sera également lancé afin de réduire les consommations énergétiques et la pollution lumineuse au travers de solutions techniques innovantes telle la réduction de puissance, l'extinction nocturne, les ballasts électroniques, les lampadaires éoliens-solaires, les variateurs de températures de couleur, la détection de présence...

De plus les extensions de réseau d'éclairage public seront limitées et devront faire l'objet d'une étude préalable justifiant le besoin de cette éclairage supplémentaire.

L'énergie électrique alimentant les bâtiments publics et l'éclairage public restera une énergie « 100% verte » c'est-à-dire une électricité bas carbone produite uniquement à partir de sources d'énergies renouvelables telles que l'énergie hydraulique (barrages), éolienne, solaire, géothermique, houlomotrice et marémotrice ou encore l'énergie issue de la biomasse (bois, gaz de décharge, gaz de stations d'épuration d'eaux usées, biogaz...).

Sur le volet de la mobilité, la Ville favorisera les modes de déplacements sobres à travers ses actions en matière d'urbanisme, d'aménagement, de voirie, des pouvoirs de police et de la commande publique. Un Plan de mobilité de l'administration viendra compléter ce dispositif afin de développer le report modal et faire émerger des mobilités partagées et douces dont la promotion du covoiturage et de l'électro-mobilité. Le renouvellement en cours des véhicules de la ville devra permettre de recourir à au moins 25% de véhicules propres, c'est à dire produisant peu ou pas d'émissions polluantes lors de son utilisation (électriques, hybrides, utilisant l'hydrogène).

Un autre objectif concernera la conservation de la biodiversité. Ainsi, la Ville inscrira la biodiversité dans tous ses projets d'urbanisme et dans toutes les opérations d'aménagement. Elle s'attachera également à sanctuariser à développer la végétalisation sous toutes ses formes en centre-ville (plantation d'arbres notamment), y compris en cessant strictement de recourir aux produits phytosanitaires pour l'entretien de ses espaces verts.

Enfin, il s'agira également de donner une priorité aux entreprises qui atténuent le changement climatique et ses conséquences, et à défaut de les accompagner en ce sens. L'implication citoyenne de tous sera la clé indispensable de cette mutation longue et complexe.

Afin de susciter et de développer celle-ci, la Ville de Grasse entendra poursuivre son engagement sur les points essentiels suivants : informer régulièrement ses habitants sur la crise climatique et environnementale, garder les préoccupations des populations vulnérables au centre de tous les processus de planification des efforts de transition et encourager chacun à participer activement aux processus décisionnels.

Ainsi, chaque institution, chaque association, chaque entreprise et chaque grassois seront sollicités et impliqués dans cette démarche pour répondre sans plus attendre à l'urgence climatique.

ACTION CŒUR DE VILLE

A la suite de la signature de la convention Action Cœur de Ville (ACV) en septembre 2018, la phase d'initialisation a permis à la collectivité de bénéficier d'ingénierie pour finaliser le diagnostic et affiner son projet urbain global de revitalisation territoriale. Cette période a aussi enregistré des soutiens financiers à l'investissement pour certains projets matures (Palais de Justice).

La ville a profité de cette période pour structurer un plan guide de l'Action Cœur de Ville sur le périmètre de l'opération de revitalisation du territoire sous forme de fiches actions.

Dès la fin de l'année, des actions seront mises en place pour le soutien aux commerçants, le développement de l'enseignement supérieur ou la végétalisation d'espaces publics dans le prolongement des études structurantes réalisées.

Outre ces études, des actions de communication seront largement engagées vers les investisseurs privés mais aussi pour le public pour rendre le projet plus lisible.

Le plan Action Cœur de Ville montrera ses premiers résultats. Fort des études structurantes finalisées, la Ville et la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse lanceront les projets structurants sur les 5 axes déterminés dans le Plan Guide de l'Action Cœur de Ville :

- Axe1 : réhabilitation-restructuration de l'habitat en centre-ville ; (Ex ; Dispositif Denormandie, Intervention Action logement...)
- Axe2 : développement économique et commercial équilibré ; (Ex : Soutien aux commerçants du centre-ville, développement Hôtellerie...)
- Axe3 : accessibilité, mobilité et connexions ; (ex : Développement des modes actifs, valorisation traverses...)
- Axe4 : mise en valeur de l'espace public et du patrimoine ; (ex : Requalification d'espace public, création d'un réseau de square, parcs, mise en valeur du patrimoine...)
- Axe5 : accès aux équipements et aux services publics. (ex : Développement de l'enseignement supérieur, réhabilitation des équipements sportifs, éducatifs, petite enfance et culturels...)

LA POLITIQUE DE RENOUVELLEMENT URBAIN

La mise en œuvre du Projet de Renouvellement Urbain des quartiers Porte Est et Gare restera pour l'année 2020 la pierre angulaire des actions de la Ville de Grasse.

L'enjeu de cet ambitieux Projet est de réussir la reconversion durable de ces quartiers en difficulté, pour les replacer dans une dynamique de développement équilibré et ainsi recréer un centre historique de grande qualité patrimoniale et contribuer, au final, à l'attractivité de la Ville de Grasse.

Toutes les opérations liées au Projet de Renouvellement Urbain sont à ce jour, soit dans une phase opérationnelle, soit achevées.

Ainsi, au titre de l'investissement 2020, des budgets seront alloués à la réalisation de deux opérations majeures pilotées directement par la Ville de Grasse dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain : la construction de la Médiathèque et la requalification des places Caporal Jean Vercueil, Morel, Rouachier et Four neuf.

Pour mémoire, la construction d'une nouvelle médiathèque répond à l'exigence d'implanter un équipement structurant majeur d'un rayonnement intercommunal dans un secteur dégradé, enclavé et socialement défavorisé.

Elle a pour objectifs :

- De satisfaire aux besoins de la population locale, du point de vue social, culturel et économique ;

- De drainer une population extérieure et créer des flux de circulation piétonne ;
- De contribuer à la requalification du bâti là où les interventions privées ont montré leur limite ;
- De mettre en valeur le patrimoine grassois.

Après les effondrements survenus en novembre 2015, le chantier de la construction de la Médiathèque a redémarré en août 2016 par la réalisation d'une part, de travaux de sécurisation des immeubles 47 et 49 rue Droite et d'autre part, de travaux de confortements structurels des immeubles 3, 5 et 7 rue Charles Nègre.

En 2017 et 2018, les travaux de gros œuvre liés à la réhabilitation des bâtiments confortés et à la construction neuve de la Médiathèque ont avancé rapidement. En 2019, les bâtiments 47 et 49 rue Droite ont été entièrement reconstruits. Parallèlement, les aménagements intérieurs ont démarré ainsi que l'habillage des façades extérieures de la Médiathèque.

En 2020, l'ensemble de ces travaux devraient s'achever avec pour objectifs une première ouverture au public d'une partie de la médiathèque en mars 2020 et une livraison finale en septembre 2020.

Concernant la requalification des places publiques attenantes à la Médiathèque, le projet retenu par la Ville de Grasse est un aménagement urbain composé de dédale de dalles, de marches, de bassins, de gradins, de mini jardins, avec une fonction indéfinie, qui lui permettra d'être à la fois :

- un grand escalier dont les marches larges permettent une ascension agréable ;
- des gradins où s'installer pour contempler, attendre, lire, regarder une projection sur la façade de la médiathèque, se reposer à tout moment ;
- un lieu de découverte des jardins de senteur et des plantes d'autrefois ;
- une fontaine, où l'on a le droit de prendre le frais, les pieds dans l'eau, où l'on écoute de l'eau dégringolant ;
- une aire de jeux faite pour ceux qui militent pour le droit à l'intrépidité.

La place Morel sera conçue autour d'une ambiance de village : le lieu du bar, du jeu de boules, des retrouvailles en soirée, mais qui peut être aussi le lieu d'exposition et de culture. Le Rouachier sera le lieu charnière, la pièce maîtresse de l'aménagement. Le Réservoir et la place du Four Neuf serviront à mettre en scène la Médiathèque par une place très calme dans sa conception, qui reflètera l'avancée en porte-à-faux de l'étage et qui permettra un accès facile à la passerelle. Enfin, la place Caporal Jean Vercueil accueillera les espaces logistique et sécurité de la Médiathèque.

Le réaménagement complet de ce cœur d'îlot a débuté en octobre, pour s'achever en septembre 2020.

En 2020, le Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) issu de la loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014, sera signé par l'ensemble des acteurs de la Politique de la ville. Ce programme permettra de poursuivre l'action engagée à travers le PRU et ainsi de réduire les écarts de développement entre le centre-ville de Grasse et les hameaux, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants.

LA POLITIQUE SECURITAIRE

L'équipement sécuritaire qu'est le poste de Police Municipale, réalisé en 2018, permet aujourd'hui d'accueillir l'ensemble des personnels de la Police Municipale dans des locaux rénovés, modernes, fonctionnels et adaptés à l'accueil des personnes à mobilité réduite.

Complété par l'aménagement de locaux de logistique dans l'immeuble 8 place César Ossola et par la création d'un point d'îlotage rue de la Pouost, une présence physique au cœur du centre historique et ainsi pérennisée. A ceci s'ajoute la présence de la Brigade de l'environnement avec ses 6 éléments qui occupent les locaux de l'ancienne PM.

Outre l'accueil bâtiminaire entièrement rénové, la Police Municipale a également été dotée en 2019 de 2 nouvelles motos de type Yamaha Tracer 900.

En 2020, il sera procédé au remplacement de 3 véhicules vieillissants et peu adaptés par 3 nouvelles voitures de type 4x4.

Par ailleurs, le dispositif de vidéo surveillance poursuit son déploiement par une extension dans les quartiers et par un maillage complémentaire dans le centre historique portant à 130 le nombre complet de caméras dont 3 caméras nomades.

Cette extension est corrélée avec celle de la fibre, afin d'une part de réaliser des économies sur les frais de communication et d'autre part d'optimiser la qualité des images qui sont amenées à être enregistrées.

Le plan de déploiement fera l'objet d'une concertation avec les services de la Préfecture et de la Police Nationale pour validation.

2020 sera enfin l'année au cours de laquelle un doublement des effectifs de la Brigade de nuit sera réalisé dans l'objectif de créer une brigade spécifique de patrouille pédestre dans le centre historique. La lutte contre toutes les formes d'incivilités et la volonté d'augmenter la sécurité des biens et des personnes ont prévalu à cette décision.

LA POLITIQUE D'AMELIORATION DU CADRE DE VIE

Les espaces publics sont des éléments essentiels du cadre de vie au sein de la Ville de Grasse.

Définissant l'image de notre ville, les places, les avenues, les boulevards et les jardins structurent la ville.

Par leurs tracés, la qualité de leurs traitements, de nombreux espaces publics font partie intégrante du patrimoine urbain grassois et appartiennent à l'identité de la ville.

Cette politique, menée par la Ville de Grasse, doit donc contribuer à améliorer le cadre de vie urbain pour que les places, les cheminements, les jardins et l'ensemble des lieux publics constituent de réels espaces à vivre.

En 2016, 2017 et 2018, le boulevard Fragonard, la partie supérieure du boulevard Victor Hugo, l'avenue du Général de Gaulle et l'avenue Thiers, c'est-à-dire l'ensemble des voies d'accès au centre-ville de Grasse, ont fait l'objet d'opération de requalification et de mise en valeur comprenant également des aménagements de sécurité et la réfection de tous les revêtements de chaussée.

En centre-historique, après la requalification de la rue Mirabeau réalisée en 2018, la rue Gazan fera également peau neuve en 2019 et 2020. Cette voie fait l'objet de travaux d'enfouissement des réseaux électriques, de renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement et la réfection de tout le revêtement de chaussée. La rue Gazan est sur un axe touristique majeur puisque conduisant à la Cathédrale de Grasse.

En 2019, un programme très complet de réfection de chaussée a vu le jour. Ce dernier comprenait notamment les opérations suivantes :

- Rénovation du boulevard Crouët,
- Réfection de la chaussée de l'avenue Pierre Sémart
- Sécurisation des avenues Saint Laurent et Saint Exupéry,
- Réfection de la chaussée du chemin de Blumenthal,
- Réfection de la chaussée du chemin de la Pouiraque,
- Requalification de l'espace public devant les commerces et les copropriétés rue des Grillons,
- Rénovation de la traverse Rose de mai et du chemin des Groulles,
- Réfection de la chaussée du chemin du Grand Chêne,
- Rénovation de toute l'avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny et de l'avenue Georges Pompidou,
- Reprise partielle de la chaussée de l'avenue Sidi Brahim,
- Réfection de la chaussée des chemins des Chênes et des Chèvrefeuilles.

Enfin, l'année 2019 aura été l'année du lancement d'une opération majeure de rénovation de voirie : la réfection des avenues De Lattre de Tassigny et Pompidou. Cet axe de circulation capital, mesurant plus de 1.9km, sera entièrement refait. Les trottoirs seront élargis ou créés, une bande cyclable sera aménagée et surtout, la structure de la chaussée sera entièrement réparée afin de la rendre compatible avec le trafic de poids-lourds qu'elle supporte. L'ensemble de ces travaux devraient s'achever d'ici au début de l'année 2020.

Enfin, la troisième et dernière phase de la revalorisation du Jardin des plantes a démarré au mois d'octobre 2019.

Ces travaux portent sur le déplacement du monument en l'honneur de Jean Ossola, la rénovation de l'aire de jeux, l'extension des espaces engazonnés dédiés à la détente et l'aménagement d'une fontaine sèche équipée d'un système de brumisation. Un projet de mise en lumière de l'ensemble du jardin sera également réalisé. Enfin, en 2020, un nouveau sanitaire public sera créé sur le site du Jardin des Plantes.

Pour 2020, le programme de rénovation et de sécurisation des voiries se poursuivra avec notamment le lancement des travaux de requalification du Boulevard Carnot et de la rue du Miel dans le centre-historique.

LA POLITIQUE DE GESTION DES BÂTIMENTS COMMUNAUX

La politique poursuivie par la Ville en matière de gestion des bâtiments communaux revêt un enjeu majeur dans le cadre de la modernisation de ses services et du respect de l'environnement. Elle participe en effet à l'augmentation de sa performance et contribue, par une rationalisation du parc immobilier communal, à la maîtrise des finances communales. Elle est un des vecteurs principaux pour retrouver des marges de manœuvre financières.

Consciente de cet enjeu, la Ville a défini une stratégie patrimoniale qui vise plusieurs objectifs ambitieux :

- Des bâtiments communaux économes en énergie et sans émission de gaz à effet de serre,
- Un parc immobilier moins onéreux et mieux adapté aux missions de service public,
- L'optimisation des implantations et de l'occupation des sites,
- La réduction du parc immobilier,
- L'aménagement plus rationnel des espaces,
- L'amélioration de l'entretien des bâtiments,
- L'amélioration de l'intégration sociale (accessibilité aux personnes handicapées),
- La mise aux normes sécurité-incendie des établissements recevant du public.

Le programme de mise en conformité des établissements recevant du public (ERP) restera en 2020 une priorité pour la Ville, afin de garantir à tous les Grassois des locaux les plus sécurisés possible. Ce programme s'établira en étroite collaboration avec la commission communale de sécurité.

Mais la Ville a également la volonté de s'impliquer très fortement en matière environnementale.

Dans le prolongement de l'Agenda 21, la politique de rénovation et d'entretien des bâtiments communaux intégrera donc systématiquement les préoccupations environnementales dans ses opérations, afin de réduire les consommations énergétiques et les émissions de gaz à effet de serre.

Ainsi, pour satisfaire ses objectifs environnementaux, la Ville a souscrit des contrats de fourniture d'énergie électrique 100 % verte, c'est-à-dire d'énergie issue d'approvisionnement 100 % renouvelable.

En 2020, la Ville poursuivra ses investissements pour l'amélioration de l'efficacité des systèmes de production, de distribution et de régulation du chauffage à travers son Contrat de performance énergétique.

Enfin, la Ville continuera ses études pour la mise aux normes de ses bâtiments, afin de permettre une participation effective et entière de toutes les personnes handicapées à la vie sociale.

En 2019, la Ville a engagé la réfection des deux façades principales de la Villa Guérin qui accueille le CCAS, la réparation des sinistres de la crèche du Peyrard et la réfection des façades de la salle omnisports. De nombreuses études techniques ont également été lancées dont notamment l'aménagement d'une cour pour la crèche Castel Aroma.

Dans le cadre de la création de locaux destinés à l'enseignement supérieur, des premiers travaux de confortements structurels et d'aménagement intérieur ont été réalisés dans l'aile Ouest du Couvent de la visitation. Il restera encore quelques renforcements de plancher à réaliser en 2020.

Les études architecturales relatives à la création d'un Campus universitaire dans l'ancien Palais de justice ont été menées en 2019 et devraient permettre de lancer les travaux de réhabilitation en 2020. Cette opération sera menée selon le référentiel de développement durable Bâtiments durables méditerranéens (BDM) afin d'être exemplaire en matière environnementale.

Le démarrage de ces travaux en 2020 nécessitera au préalable le transfert des réserves de musée présentes dans l'ancien Palais de justice vers le site de Croisset et le déménagement de la Direction des ressources humaines dans la Bourse du travail. Ces deux opérations, étudiées en 2019, seront concrétisées en 2020.

Enfin, l'accent sera également mis sur la sécurisation et la rénovation des bâtiments accueillant les agents municipaux ainsi que sur les logements de fonction.

LA POLITIQUE DE MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION

La modernisation de l'administration communale poursuit plusieurs objectifs.

Elle cherche à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'administration et ainsi l'efficacité de l'action administrative et la qualité de la gestion publique. Elle cherche également à améliorer les relations entre l'administration et les Grassois et donc le service rendu aux citoyens. Elle cherche enfin à optimiser les organisations afin d'économiser les deniers publics.

Les actions prioritaires prévues en 2020 concernent la poursuite de la modernisation par la simplification de l'action administrative et l'accélération de la transition numérique.

En 2018 et 2019, le logiciel de gestion des services techniques dénommé AGAPE a été mis en service pour la gestion technique des bâtiments communaux, la gestion des fluides des bâtiments, la gestion des stocks du magasin de fourniture destiné aux bâtiments, le suivi technique des commissions de sécurité ainsi que pour les interventions réalisées par les équipes de régie des Ateliers bâtiments.

Ce logiciel permet aujourd'hui d'améliorer et de partager la connaissance, de disposer d'indicateurs de gestion et de performance et, à terme, d'optimiser les processus et les moyens de gestion.

En 2020, l'utilisation du logiciel AGAPE sera étendue aux besoins du service Foncier et du service des Espaces Verts.

Parallèlement, le Plan de renouvellement des véhicules des agents de la Ville se poursuivra. Près de 1 million d'euros auront été investis au cours des trois dernières années. En 2020, une enveloppe dédiée sera consacrée à la poursuite du renouvellement des véhicules. L'objectif étant de remplacer tous les véhicules vieillissants et de permettre aux agents de la ville de disposer de véhicules adaptés et en moins polluants.

De même, des investissements conséquents seront encore maintenus pour permettre aux agents municipaux de travailler avec des outils et des équipements modernes mais également dans des conditions de travail sécurisées. Des travaux de sécurisation des bâtiments seront réalisés et une attention toute particulière sera apportée sur les Equipements de protection individuelle (EPI) afin que ces derniers soient pleinement adaptés et efficaces.

Enfin, de nouveaux locaux modernes et adaptés seront aménagés dans la Bourse du travail pour accueillir les personnels de la Direction des ressources humaines. Ce déménagement permettra de rassembler la majeure partie des services municipaux sur un seul et même site situé dans le centre-historique de Grasse, facilitant ainsi les relations de travail et les déplacements pour les agents.

LA POLITIQUE DE RESTAURATION DU PATRIMOINE HISTORIQUE

La ville de Grasse dispose d'un patrimoine architectural et urbain de très grande valeur. La Ville compte en effet sur son territoire 25 édifices comportant au moins une protection au titre des monuments historiques.

Parmi ces monuments d'intérêt patrimonial, 10 sont propriétés de la Ville, dont 3 classées monuments historiques : la Cathédrale Notre-Dame du Puy, le Palais épiscopal (Hôtel de Ville) et la Villa Fragonard.

Du fait de ce patrimoine exceptionnel et de son passé riche, la ville de Grasse est labellisée « Ville ou Pays d'art et d'histoire » par le ministère de la Culture et de la Communication.

Aussi, en 2017, la Ville a souhaité lancer un ambitieux projet de restauration et de revalorisation de son patrimoine historique.

En 2018 et 2019, deux études architecturales majeures ont été menées, afin de redonner une vitalité au processus de préservation de ces monuments historiques. L'ancien Palais épiscopal et la Cathédrale Notre-Dame du Puy ont fait tous deux l'objet d'une étude diagnostique et d'un avant-projet global, afin d'établir un état des lieux complet de l'état de ces bâtiments et d'envisager un schéma directeur de restauration et de revalorisation pour les cinq à dix prochaines années.

Concernant le Palais épiscopal, les objectifs poursuivis par la Ville à travers l'opération de restauration sont :

- la restauration et revalorisation d'un monument historique unique,

- l'aménagement de nouvelles fonctions valorisantes en lien avec l'édifice : installation du Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine (CIAP),
- la réouverture de ce monument au public (Grassois et touristes),
- la mise aux normes en vigueur (accessibilité et sécurité-incendie),
- l'amélioration de l'efficacité énergétique (économie d'énergies).

Une première phase de travaux a vu le jour en 2019 avec le confortement structurel de l'arche extérieure du Palais épiscopal et la remise en état de la cour des orangers.

En 2020, une deuxième tranche de travaux qui porte sur le hall et la cage de l'escalier du Palais épiscopal devrait se réaliser. Pour la Cathédrale Notre-Dame du Puy, les études et investigations se poursuivront afin d'obtenir de plus amples informations techniques sur l'état de ce monument.

Le Plan de rénovation des chapelles se poursuivra avec une nouvelle opération de restauration de la chapelle Saint Michel.

Enfin, le Plan de restauration des fontaines et des lavoirs continuera en 2020 avec la rénovation de trois fontaines et lavoirs supplémentaires.

LA POLITIQUE CULTURELLE

L'année 2020 est pour la politique culturelle de la Commune, celle de l'ouverture de **La Source – Médiathèque Charles Nègre**.

Les 3600 m2 de cet équipement culturel hautement financé par les partenaires publics, va ouvrir progressivement ses portes de février 2020 à la rentrée scolaire 2020. C'est le résultat de plus de dix années de travail et de concertation entre les besoins de la population, la lecture publique et le renouvellement du centre historique de Grasse.

Les différents étages de la Médiathèque répondront aux besoins de chaque tranche de la population grassoise, aux thématiques usuellement offertes aux administrés mais ils pourront aussi y découvrir des nouveaux services et des nouvelles technologies pour le plaisir de tous et l'envie de découvrir ensemble, de partager et de se rencontrer.

Une Médiathèque est un équipement culturel, particulièrement dédié à sa population locale. Il se doit de donner envie à un usage régulier et sans cesse renouvelé. Le personnel doit être formé et doit pouvoir conseiller, diriger et insuffler des lectures, des écoutes ou des visionnages de la collection de la Médiathèque. C'est en ce sens que les recrutements extérieurs ont été faits par l'administration.

Cette Médiathèque construite comme un 3^{ème} lieu, entre celui de la famille et celui du travail, sera aussi progressivement celui du 4^{ème} lieu, où on cherche à faire « par soi-même » avec d'autres, en échanges, en rencontres, en ouvertures. Les administrés sont à la recherche de lieux de développement durable où les collections sont partagées, où le bien-vivre ensemble est présent et où l'on pense à l'avenir commun.

La signature du **renouvellement du label Ville d'Art et d'Histoire** en août 2019 va permettre aux équipes d'écrire la scénographie du prochain CIAP (Centre d'Interprétation de l'Architecture et du Patrimoine) qui se trouvera dans le Palais Episcopal. Les études techniques devraient être finalisées pour l'année 2020 et ainsi permettre l'écriture et la localisation du CIAP dans un des monuments classés de la Ville de Grasse.

Le développement de la politique d'accueil des étudiants sur notre territoire va conduire à déplacer et à **regrouper les collections des Musées de la Ville et des Archives communales** dès le 1^{er} semestre 2020 sur l'ancien lycée de Croisset. Ce regroupement se fera dans les normes de conservation des collections précieuses et dans le respect des délais et des besoins de conservation des archives de la Commune. L'implantation est travaillée avec les services culturels de l'Etat.

En 2020, le Ministère de la Culture donnera aussi ses nouveaux critères d'éligibilité pour labelliser les conservatoires avec compétence communale, départementale et régionale. **Le Conservatoire de la Ville de Grasse** devrait garder sa labellisation communale et pourra s'il le souhaite postuler pour obtenir un label départemental, soit avec un partenariat d'une compagnie théâtrale ou chorégraphique, validée par la Direction Régionale des Affaires Culturelles. Ce développement à une nouvelle discipline offrira une nouvelle perspective pour les Grassois férus d'art et souhaitant que leurs cycles d'enseignement soient validés par un diplôme reconnu nationalement.

La signature de la convention entre la CAPG, la Ville de Mouans-Sartoux et la Ville de Grasse sur le développement de l'Education Artistique et Culturelle en 2019 permet à nos trois collectivités de territoire de **postuler en 2020 pour un territoire « 100% label EAC »** en direction de tous les publics : crèches, maternelles, élémentaires, collèges, lycées, universités, adultes, famille, seniors, publics empêchés...

LA POLITIQUE VIE SCOLAIRE ET JEUNESSE

L'année 2020 sera celle de l'ouverture du **nouveau programme du groupe scolaire de Saint-Mathieu**. L'école pourra enfin bénéficier d'un espace de restauration conforme à la taille de l'école et au nombre de ses demi-pensionnaires. Elle disposera d'une salle multi-activité, d'une cour agrandie et d'espaces polyvalents.

Ces travaux d'envergure étaient demandés depuis plusieurs années par la sphère éducative et par les différents conseils d'école successifs.

La suite du **plan Multimédia dans les écoles maternelles et élémentaires** continuera sur 2020. Chaque classe d'élémentaire pourra petit à petit obtenir un vidéo-projecteur, un ordinateur, des enceintes sons et un tableau blanc afin de projeter ses cours, supports vidéos ou exercices interactifs en classe. Ces dotations progressives permettront aux enseignants de pouvoir suivre les demandes du Ministère de l'Education Nationale en terme d'apprentissage aux nouvelles technologies mais aussi d'accéder aux nombreux nouveaux supports numériques actuellement sur le marché.

La finalisation du **plan Vigipirate Attentat Ecoles** par la mise en place, après les enceintes, les portails, les visiophones, les badges sécurisés, sera celle des brises vues, des loquets à certaines classes, des stores ou rideaux sur d'autres... cette dernière phase se fera en concertation avec les services de secour et incendie car parfois dans certains plans de mise en sécurité attentat, il y a une non adéquation avec la mise en sécurité incendie. Cette dernière phase se fera donc au cas par cas, en fonction de chaque école et de sa direction.

L'amélioration des conditions de travail des agents de la vie scolaire se poursuivra par l'acquisition progressive de **mobilier des salles de restauration en maternelle** : les tables et les chaises sont rehaussées pour que les adultes aient moins à se baisser et positionnent les enfants de maternelle dans une position de « plus grand » permettant une gestion de leur temps de cantine plus autonome. Cette démarche contribue à la **baisse des risques psychosociaux** des agents, comme l'a permis la signature en 2019 de la Charte des Atsem entre l'Education Nationale et la Ville de Grasse.

La restauration scolaire et la lutte contre le gaspillage alimentaire seront des partenaires incontournables pour l'année 2020, dernière année complète de la Délégation de Service Public qui lie la Ville à la Société Sodexo.

Après avoir demandé en 2019 la création d'une vraie cuisine centrale, d'un développement d'une cuisine locale, méditerranéenne et végétarienne, la Sodexo va mettre en place sur les 23 offices de la Ville des menus plus adaptés aux enfants selon les tranches d'âge. Elle va proposer ses plats avec des présentations plus attrayantes, offrir un repas végétarien par semaine et un repas totalement bio par mois.

Ces politiques du Goût, de l'aide à la formation de notre personnel communal, du « donner envie de consommer » s'inscrit totalement dans la lutte contre le gaspillage alimentaire en lien bien évidemment avec la loi EGalim.

La restauration collective va vivre de profonds bouleversements dans les prochaines années, et la Ville de Grasse s'inscrit immédiatement dans ce changement de pratiques et de la consommation dès 2020.

Le **service Jeunesse** continue ses missions de développement du citoyen dans les temps périscolaires et extrascolaires en collaboration avec les équipes de l'Education Nationale.

Les projets pédagogiques suivent les projets d'écoles et les projets des centres de loisirs suivent les grandes manifestations grassoises, comme celles des fêtes de Noël ou d'Exporose. Les enfants du périscolaire peuvent aussi profiter d'ateliers philosophiques, sportifs, culturels ou gastronomiques offerts par des associations de la Ville.

Ils bénéficient aussi en tant que citoyen d'une ville engagée dans le développement durable par des ateliers contre le gaspillage alimentaire, pour le compostage ou pour le développement des poules en milieu scolaire.

Le nouveau **Contrat Enfance Jeunesse** entre la Ville, la Caisse des Allocations Familiales et les associations d'éducation loi 1901 va permettre une meilleure homogénéité de l'offre sur le territoire en répartissant les journées enfants de manière équitables et en fonction des besoins différents des populations sur les différents hameaux de Grasse. Un coût moyen journée, un coût moyen périscolaire et mercredi vont être fixés pour que les structures associatives puissent se projeter dans leurs projets et leurs perspectives pendant toute la durée du nouveau CEJ.

Le **Conseil Municipal des Jeunes** s'inscrit totalement dans la politique jeunesse de la Ville. Deux enfants de classe de CM2 chaque année, de chaque école élémentaire découvrent le fonctionnement d'une Mairie, de ses services, de la mise en place de projets choisis par eux. Ce dispositif répond aux prérogatives de l'Etat dans l'apprentissage de la citoyenneté, des règles de la République, du choix de sa laïcité et de la lutte contre les radicalités.

LA POLITIQUE SPORTIVE

La politique sportive pour l'année 2020 poursuivra les mêmes objectifs que depuis le début du mandat, à destination des associations sportives, des scolaires et de chaque Grassois.

Axe majeur de la politique sportive, les subventions allouées aux associations bénéficieront d'un maintien de l'enveloppe financière votée afin d'aider le fonctionnement quotidien des clubs, dans un cadre budgétaire pourtant toujours plus contraint.

Cette décision de l'assemblée communale viendra encourager le tissu associatif local composé principalement de bénévoles engagés.

Le virage amorcé depuis 2014 vers la jeunesse se poursuivra avec, il faut l'espérer, une nouvelle édition des « Collégiales » et la reconduction des « Grasse Campus Games », rendez-vous sportivo-culturel à destination des étudiants présents par centaines dans la ville.

Parallèlement, nous poursuivrons notre politique d'investissement dans le cadre de l'amélioration des infrastructures sportives pour lesquelles il est difficile d'obtenir des subventions de nos partenaires institutionnels.

Nous avons programmé notamment, la réfection de la piste d'athlétisme et des éclairages du stade de Perdigon, la création d'un terrain de football synthétique, avec des équipements connexes supplémentaires sur la base sportive de la Paoute.

La montée en gamme des salles de musculation des Fleurs de Grasse et de l'allée des Bains, ainsi que d'autres projets, font l'objet actuellement d'études afin de trouver des partenariats et limiter ainsi leur impact financier sur le budget de la Ville.

H) LES BUDGETS ANNEXES

BUDGET EAU POTABLE

La compétence Eau étant transférée au 1^{er} janvier 2020 à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, seul le bilan prévisionnel 2019 sera détaillé ci-dessous.

Le budget 2020 sera quant à lui proposé au vote de l'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2019 SIMPLIFIE

La clôture du budget intervenant au 31 décembre 2019 induit des incertitudes quant aux prévisions de réalisations en dépenses et recettes.

Néanmoins, ces prévisions nous orientent sur le résultat 2019 ; nous avons dans ce sens objectivé nos postes de dépenses et de recettes.

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SURTAXE	2 555	PERSONNEL	60
RBT ACHATS EAU POUR SIEF	2 725	ACHATS EAU SIEF	2 725
PRODUIT EXCEPTIONNEL	541	ACHATS EAU VDG	2 105
EPARGNE REPORTEE	722	FRAIS DIVERS	15
TVA	1 253	TVA	1 186
TOTAL	7 796	TOTAL	6 091
INVESTISSEMENT			
EMPRUNT	686	DEPENSES D'EQUIPEMENT	1 480
RESULTAT REPORTE	187	REMBOURSEMENT CAPITAL DE DETTE	31
CLOTURE FSF FOULON	1 680	CLOTURE FSF FOULON	1 680
SUBVENTIONS	10		
TOTAL	2 563	TOTAL	3 191
TOTAL GENERAL	10 359	TOTAL GENERAL	9 282

Section exploitation recettes

Surtaxe

Le montant de la surtaxe soit 2 555 K€ correspond au produit estimé sur la base du nouveau tarif délibéré en décembre 2017 (**délibération n° 2017-262**) et en fonction des consommations estimatives d'eau.

Section exploitation dépenses

Les charges de personnel

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 1,5 équivalent temps plein soit 60K€.

Les charges à caractère général

Elles sont principalement constituées d'une part :

- par les achats d'eau au Syndicat Intercommunal des Eaux du Foulon pour la Ville de Grasse, sur la base d'un tarif de 0,35 €/m³ HT en 2019, le volume estimé étant de 5 000 000 m³/an qui avec la redevance représente un montant de 2 105 K€.

Et d'autre part :

- par les achats d'eau pour le compte du SIEF soit 2 725 K€.

Les autres charges sont notamment liées au plan pluriannuel de curage des réseaux.

Section investissement dépenses

Les dépenses d'équipement, soit environ 1 480 K€, ont principalement concerné :

- Le renouvellement des réseaux d'eau potable du boulevard Crouët pour 315 000 €, de l'avenue Pierre Sémard pour 146 000 €, de la rue de l'Ancien Palais de Justice pour 105 000 €, du chemin des Capucins pour 96 000 €, de la rue Gazan pour 61 000 €, du chemin de Saint Joseph pour 272 000 € ;
- Le renforcement du réseau d'eau potable route de la Marigarde pour 485 000 €.

Le résultat de clôture pour 2019 s'établirait à 1 077 K€.

BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF

La compétence Assainissement étant transférée au 1^{er} janvier 2020 à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, seul le bilan prévisionnel 2019 sera détaillé ci-dessous.

Le budget 2020 sera quant à lui proposé au vote de l'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2019 SIMPLIFIE

La clôture du budget intervenant au 31 décembre 2019 induit des incertitudes quant aux prévisions de réalisations en dépenses et recettes.

Néanmoins, ces prévisions nous orientent sur le résultat 2019 ; nous avons dans ce sens objectivé nos postes de dépenses et de recettes.

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SURTAXE	1 250	PERSONNEL	180
PARTICIPATION RACCORDEMENT	214	CHARGES A CARACTERE GENERAL	105
TVA	861	TVA	832
EPARGNE REPORTEE	807	FRAIS FINANCIERS	78
TOTAL	3 132	TOTAL	1 195
INVESTISSEMENT			
EMPRUNT		DEPENSES D'EQUIPEMENT	1 100
RESULTAT REPORTE	47	REMBOURSEMENT CAPITAL DE DETTE	225
		FRAIS ETUDES	7
TOTAL	47	TOTAL	1 332
TOTAL GENERAL	3 179	TOTAL GENERAL	2 527

Section exploitation recettes

Surtaxe

Le montant prévisionnel de la surtaxe soit 1 250 K€.

Section exploitation dépenses

Les charges de personnel

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 4,5 équivalents temps plein soit 180 K€.

Les charges à caractère général

Elles sont principalement constituées par le plan pluriannuel de curage des réseaux.

Section investissement dépenses

Les dépenses d'équipement, soit environ 1 100 K€, ont principalement concerné :

- Les extensions du réseau d'eaux usées sur le chemin des Bois Fleuris pour près de 270 000 € (hors PUP COGEDIM), mais aussi sur l'avenue Pierre Ziller pour 65 000 €, le chemin des Comtesses pour 85 000 €, la traverse des cordeliers pour 78 000 € ;
- Le renouvellement des réseaux d'eaux usées de l'avenue Pierre Sépard pour près de 106 000 €, de la rue de l'Ancien Palais de Justice pour 145 000 €, de la rue Gazan pour 57 000 € ;

Le résultat de clôture pour 2019 s'établirait à 652 K€ .

BUDGET ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La compétence Assainissement Non Collectif étant transférée au 1^{er} janvier 2020 à la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse / Régie des eaux du Canal de Belletrud, seul le bilan prévisionnel 2019 sera détaillé ci-dessous.

Le budget 2020 sera quant à lui proposé au vote de l'assemblée délibérante de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse / Régie des eaux du Canal de Belletrud ;

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2019 SIMPLIFIE

La clôture du budget intervenant au 31 décembre 2019 induit des incertitudes quant aux prévisions de réalisations en dépenses et recettes.

Néanmoins, ces prévisions nous orientent sur le résultat 2019 ; nous avons dans ce sens objectivé nos postes de dépenses et de recettes.

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SURTAXE	16	PERSONNEL	70
EPARGNE REPORTEE	62	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5
PRODUITS REMBOURSEMENT PARTICULIERS	50	CHARGES EXCEPTIONNELLES	10
TVA	12	TVA	12
TOTAL	140	TOTAL	97
INVESTISSEMENT			
RESULTAT REPORTE	3	DEPENSES D'EQUIPEMENT	0
TOTAL	3	TOTAL	0
TOTAL GENERAL	143	TOTAL GENERAL	97

En dépenses de fonctionnement

Charges à caractère général : 5 K€ (liées aux études effectuées par un hydrogéologue pour le compte de la Ville) ; ces études sont refacturées aux particuliers à des tarifs conventionnés.

Charges de personnel : 70 K€ qui correspond à un effectif de mise à disposition de 2 équivalents temps plein.

Ces dépenses sont financées par les recettes suivantes :

- Les prestations facturées aux particuliers dans le cadre des contrôles effectués par la Ville pour 50 K€ ;
- Le produit de la surtaxe assainissement pour les matières de vidange soit 16 K€ ;

Le résultat global de clôture devrait s'établir à environ 46 K€.

BUDGET SERVICE EXTERIEUR POMPES FUNEBRES

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2019

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
EPARGNE REPORTEE	115		
CAVEAUX, ENFEUS,CASE	13	CAVEAUX, ENFEUS,CASE	90
TOTAL	128	TOTAL	90

Le résultat de clôture s'établirait pour 2019 à 38 K€, cette année étant importante en terme de réalisations pour les cimetières de Sainte Brigitte et des Roumigières.

LE CADRE PLURIANNUEL 2020 – 2024

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
RESULTAT REPORTE	38	CAVEAUX, ENFEUS,CASE	113
CAVEAUX, ENFEUS,CASE	75		
TOTAL	113	TOTAL	113

Section exploitation recettes

Ventes caveaux, enfeus et cases

Ce résultat correspond aux ventes constatées.

Section exploitation dépenses

Caveaux, enfeus et cases.

BUDGET REGIE EXPLOITATION CINEMA

LE COMPTE ADMINISTRATIF 2019 SIMPLIFIE

RECETTES EN K€		DEPENSES EN K€	
EXPLOITATION			
SUBVENTION COMMUNALE	90	PERSONNEL	103
PRODUITS ENTREES CINEMA	80	CHARGES A CARACTERE GENERAL	75
SUBVENTION CNC	10	RESULTAT REPORTE	1
TOTAL	180	TOTAL	179
INVESTISSEMENT			
RESULTAT REPORTE	40	DEPENSES D'EQUIPEMENT	6
TOTAL	40	TOTAL	6
TOTAL GENERAL	220	TOTAL GENERAL	185

Section exploitation recettes

Subvention d'équilibre

Elle correspond à une subvention annuelle d'équilibre d'environ 90K€.

Droits d'entrées

La fréquentation du cinéma Studio de Grasse est liée à son activité de cinéma de proximité dans un quartier prioritaire et ayant une vocation d'offre culturelle et d'éducation à l'image.

Le public est principalement composé d'enfants des écoles, collèges, lycées, centres aérés, ainsi que des membres d'associations grassoises thématiques et de retraités.

La Ville de Grasse, par sa délibération du Conseil municipal du 12 décembre 2017, a adopté des tarifs de 2.50 € et 3 € pour les scolaires, 4 € pour les retraités et enfin 5.50 € pour les associations.

Les droits d'entrée sont peu élevés car cela correspond à une demande des élus et du Conseil d'exploitation de répondre à une demande locale de service public culturel.

Section exploitation dépenses

Les charges de personnel

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 2,5 équivalent temps plein et une charge annuelle de 103 K€/an.

Les charges à caractère général

Elles sont principalement constituées par les locations de films et les taxes liées à leur diffusion.

Section investissement recettes

Résultat reporté correspondant aux différentes subventions d'équipement obtenues.

Section investissement dépenses

Dépenses d'équipement, montant alloué pour le renouvellement du matériel.

Le résultat global de clôture pour 2019 s'établirait à 35K€.

LE CADRE BUDGETAIRE PLURIANNUEL 2020 – 2024 SIMPLIFIE

RECETTES		DEPENSES	
EXPLOITATION			
SUBVENTION COMMUNALE	449	PERSONNEL	525
DROITS D'ENTREE	400	CHARGES A CARACTERE GENERAL	375
SUBVENTION CNC	50		
RESULTAT REPORTE	1		
TOTAL	900	TOTAL	900
INVESTISSEMENT			
RESULTAT REPORTE	34	DEPENSES D'EQUIPEMENT	34
TOTAL	34	TOTAL	34
TOTAL GENERAL	934	TOTAL GENERAL	934

Par jugement en date du 5 juillet 2019, le tribunal administratif de Nice a confirmé que le cinéma « Le Studio » labélisé par le Centre National de la Cinématographie « Art et Essai » et « Jeune Public » doit être regardé comme un service public administratif eu égard à son organisation et à ses conditions de fonctionnement.

De plus, conformément à l'article R.1511-40 du CGCT, la labélisation « art et essai » et le nombre moyen hebdomadaire de moins de 7 500 entrées, confère à la commune le droit de verser à ce budget annexe une subvention d'exploitation.

Dans ce contexte, et au vu du statut du cinéma qui doit être regardé comme un Service Public Administratif, le Maire et son Conseil Municipal sont libres de continuer à l'administrer sous la forme d'une régie par le biais d'un Conseil d'exploitation avec un budget spécialement annexé au budget de la commune ou de l'intégrer directement dans le budget principal de la Ville.

Si l'option choisie est de l'intégrer au budget principal, les équilibres ne seront pas impactés dans la mesure où l'opération sera neutralisée budgétairement.

Section exploitation recettes

Les droits d'entrée sont estimés à un volume de 80 K€ / an.

Subvention d'équilibre

Elle correspond à une subvention annuelle d'équilibre d'environ 90 K€.

Droits d'entrées

Le Cinéma Studio a dû de nouveau supporter la compétition avec de nouvelles salles de projection dans sa zone de rayonnement : Saint-Vallier-de-Thiery, Roquefort-les-Pins, Mouans-Sartoux, Polygone, La Bocca... Ces salles n'ont pas le même public, ni la même vocation de service public culturel, d'éducation à l'image, mais elles bloquent l'ouverture du Cinéma Le Studio à un nouveau public, comme celui notamment des sorties nationales.

Le Cinéma Le Studio a une baisse sensible de fréquentation mais reste stable avec son public associatif, jeune, retraités, de proximité.

Section exploitation dépenses

Les charges de personnel

Elles correspondent au personnel mis à disposition du budget annexe dont les charges sont imputées sur le budget principal, soit environ 2,5 équivalent temps plein et une charge annuelle de 105 K€/an.

Les charges à caractère général

Elles sont principalement constituées par les locations de films et les taxes liées à leur diffusion.

Section investissement recettes

Résultat reporté correspondant aux différentes subventions d'équipement obtenues.

Section investissement dépenses

Dépenses d'équipement, montant alloué pour le renouvellement du matériel.

La commission optimisation et performance des moyens et ressources, la commission équipement et aménagement du cadre de vie, la commission vivre ensemble et la commission qualité de vie ayant été saisies de ce dossier dans leur séance du 23 octobre 2019,

Je vous demande de bien vouloir :

- **PRENDRE ACTE** de la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Après la présentation du rapport d'orientation budgétaire, le Maire a ouvert le débat. Les Conseillers Municipaux ont alors pu apporter leur contribution. Le Conseil Municipal prend acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire.